



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 22 AVRIL 1939

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, APRIL 22nd, 1939

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraison séparée: 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notice which require two or more insertions, payment must be made upon re-

réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. 1005—9-9-o

ception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisement received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" on the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. 1006—9-9-o

Lettres Patentes

"Canadian Upholstering Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de mars 1939, constituant en corporation: Maurice Hartt, avocat, et Minnie Brenda Goodman, secrétaire, fille majeure, de la cité de Montréal, Solomon Weber, avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, vendre, acheter et autrement disposer d'ameublement, accessoires, nattes, tapis, carpettes et machineries, et aucun et toutes sortes d'objets semblables, et vendre et manufacturer aucune et toutes marchandises ou matériaux utilisés en iceux ou aucun d'eux;

2. Exercer toute autre industrie manufacturière ou autrement qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie;

3. Acheter, vendre, posséder, améliorer, administrer, développer, louer, utiliser et avoir en sa possession ou autrement négocier ou faire le commerce de biens immobiliers;

4. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débentures ou autrement;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir, tous brevets, permis, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif, ou limité, de se servir d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui semblera propre à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition ou vente peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Letters Patent

"Canadian Upholstering Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1939, incorporating: Maurice Hartt, advocate, and Minnie Brenda Goodman, secretary, spinster, of the city of Montreal, Solomon Weber, advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, sell, buy and otherwise dispose of furniture, appliances mats, rugs, carpets and machinery, and any and all kinds of the same and to sell and manufacture any and all goods or materials used therein, or any of them;

2. To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To buy, sell, possess, improve, administer, develop, lease, use and enjoy, or otherwise deal in or with immoveable property;

4. To borrow money upon the credit of the company by the issue of bonds, debentures or otherwise;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive, non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses, in respect thereof, or otherwise turn to account the property rights or information acquired;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

7. Prêter ou avancer de l'argent ou garantir les contrats ou se porter garant ou autrement aider toute compagnie, firme ou individu, et placer aucun des deniers de cette compagnie dans ou sur tous biens, mobiliers ou immobiliers, et telles autres entreprises ou valeurs que cette compagnie jugera convenables de temps à autre;

8. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

9. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

10. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

11. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

12. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

13. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou tous deniers dus à la compagnie par les acquéreurs, ou avances faites par la compagnie aux acquéreurs ou autres pour fins de construction ou autres améliorations, ou deniers dus à la compagnie pour toute autre raison;

14. Acquérir ou se charger de la totalité ou toute partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant les biens convenant aux fins de la présente compagnie;

15. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, ou fonds de commerce;

16. Acheter, louer, échanger ou autrement acquérir et posséder tous biens mobiliers et immobiliers que la compagnie croira nécessaires ou utiles à son commerce ou opération ou opérations;

17. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, osus le nom de "Canadian Upholstering Inc.", avec un capital-total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

7. To lend or advance moneys to or guarantee the contract of or become security for, or otherwise assist any company, firm or individual, and to invest any of the moneys of this company, in or upon any property, moveable or immoveable, and such other undertakings or securities as this company may from time to time deem expedient;

8. To hypothecate, pledge, or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

9. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock, which the company is by law entitled to issue;

10. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

11. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

12. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

13. To take and hold mortgages, hypothecs, liens or charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company from purchasers, or advances by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements, or moneys owing to the company for any reason;

14. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

15. To purchase, take on, lease or in exchange, hire, or otherwise acquire any personal property, any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, or stock-in-trade;

16. To purchase, lease, exchange, or otherwise acquire, and possess, all moveable and immoveable property which the company may deem necessary or useful for its business or operation or operations;

17. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Canadian Upholstering Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province,
ce trente-unième jour de mars 1939.

JEAN BRUCHESI,
1761 Sous-secrétaire de la Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this thirty-first day of March, 1939.

JEAN BRUCHESI,
1762-o Under Secretary of the Province.

"Corporation Frigor Limitée"—"Frigor Corporation Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars 1939, constituant en corporation: Henri Masson Loranger, avocat, Fernande Labrecque et Alexandra Parent, sténographes, filles majeures, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer la fabrication, l'industrie, le commerce, l'importation et l'exportation de réfrigérateurs, glacières, cabinets pour crème glacée ou autres et en exercer le commerce en gros ou en détail;

2. Acquérir, établir et conduire des magasins, boutiques pour l'achat, la vente et la distribution d'appareils réfrigérateurs, glacières de toutes sortes;

3. Manufacturer, acheter, vendre, distribuer et faire le commerce d'appareils de toutes sortes et descriptions basée sur la déclaration précédente et faire toute entente, convention, et prendre tout engagement avec toutes personnes ou corporations pour la manufacture, l'achat, la vente, et la distribution des appareils ci-dessus décrits;

4. Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir des terrains, machines, usines et propriétés qui peuvent être utiles pour les fins de la compagnie;

5. Eriger et construire les édifices, usines et machineries qui peuvent être jugées nécessaires en rapport avec aucune des fins de la compagnie ou qui s'y rattachent;

6. Acheter, ou autrement acquérir, tous autres biens, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour aucune des fins susdites;

7. Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits, permis, privilèges pour, ou, relativement à toutes inventions qui pourraient être utiles à la compagnie;

8. Hypothéquer, mettre en gage, vendre, louer ou aliéner des terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevétés ou autres biens de la compagnie;

9. Détenir ou posséder des actions et valeurs dans toute autre compagnie ou d'autres compagnies exerçant un négoce de même nature ou non et les vendre ou autrement les négocier;

10. Acquérir de toute personne, firme ou corporation aucun commerce d'une nature semblable ou incidente aux objets susdits et émettre en paiement ou partie de paiement d'icelui des actions entièrement acquittées;

11. Acquérir et posséder des actions dans toutes compagnies exerçant un commerce semblable ou connexe au commerce susdit et émettre des actions entièrement libérées en paiement ou paiement partiel du prix d'achat;

12. Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits et appareils de la compagnie et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaire, démonstrations, radio, par la publication de revues périodiques ou autres matières à lire;

13. Prendre, acquérir, détenir des valeurs de toutes espèces, réelles ou personnelles pour dettes, obligations ou engagements envers la compagnie,

"Corporation Frigor Limitée"—"Frigor Corporation Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty first day of March, 1939, incorporating: Henri Masson Loranger, advocate, Fernande Labrecque and Alexandra Parent, stenographers, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in the manufacture, industry, business, importing and exporting of refrigerators, ice-boxes, ice-cream and other cabinets and to deal in the same both wholesale or retail;

2. To acquire, establish and conduct stores and shops for the purchase, sale and distribution of refrigerator and ice-box devices of all kinds;

3. To manufacture, buy, sell, distribute and deal in appliances of all kinds and descriptions based on the preceding description and to enter into any agreement, arrangement and undertake any engagement with other persons or corporations for the manufacture, purchase, sale and distribution of the aforesaid devices;

4. To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works, or property that may be useful for the purposes of the company;

5. To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary in connection with or incidental to the purposes of the company;

6. To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

7. To acquire any trade marks, industrial designs, patents, rights, licenses, privileges for or in respect of any inventions which may be useful to the company;

8. To mortgage, pledge, sell, let or dispose of any of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

9. To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a similar or other nature and to sell or otherwise deal with the same;

10. To acquire from any person, firm or corporation any business of a like nature or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

11. To acquire and own shares in any company carrying on any business similar or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

12. To adopt such means as may be deemed necessary to advertize the company's products and appliances in particular by publicity in the press, by circulars, demonstrations, radio, by the publishing of periodical reviews or other reading matter;

13. To take, acquire, hold securities of any nature or kind, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred

contractés ou à être contractés relativement aux fins et objets de la compagnie;

14. Acheter des immeubles et les payer partiellement ou complètement avec des actions de la compagnie;

15. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou corporation faisant un commerce ou exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation de faire ou d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

16. Faire avec tout gouvernement, municipalité, corporation ou personne des conventions d'union, co-opération, amalgame, concessions mutuelles ou tout autre traité ou marché ayant pour but ou l'effet de promouvoir les intérêts de la compagnie;

17. Vendre ou céder l'entreprise ou les biens de la compagnie, en tout ou en partie, pour la compensation que la compagnie jugerait à propos d'accepter, et en particulier pour les actions, bons, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

18. Placer et approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs et de la manière que la compagnie pourra déterminer de temps à autre;

19. Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débiteures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie, corporation ou personne avec laquelle la présente compagnie aurait des relations d'affaires et garantir l'exécution des contrats par ces compagnies, corporations ou personnes, ou par aucune d'elles;

20. Émettre des actions acquittées, bons, obligations, actions, débiteures ou autres garanties ou valeurs en paiement du prix d'acquisition de tous biens, immeubles ou meubles, ainsi que tous les autres droits, franchises, concessions, entreprises, privilèges, licences ou permis que la compagnie peut légalement acquérir;

21. Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie, ou des obligations, actions, débiteures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie, ou de la conduite de ses opérations; et avec le consentement des actionnaires de la compagnie, émettre pour la totalité ou partie de telle rémunération des actions acquittées, ou des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

22. Faire, tirer, accepter, endosser, émettre et généralement exécuter, payer ou encaisser des billets à ordre, lettres de change, bons, garantis, sous la loi des banques et tous autres effets négociables;

23. Prélever des fonds, obtenir du crédit, emprunter et comme garantie de tous tels crédits ou emprunts hypothécaire, donner en gage ou autrement, grever et engager les biens meubles ou immeubles de la compagnie;

24. Faire toutes et chacune des choses énumérées plus haut soit seule ou conjointement avec d'autres, ou en qualité de principaux, agents, facteurs ou autrement; et généralement faire toutes transactions, mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, et toutes choses qui se rapportent aux objets sus-mentionnées; les pouvoirs d'aucun paragraphe ne devant pas être limités ou restreints par induction ou déduction des termes

or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

14. To purchase immovables and pay for the same partly or fully with shares of the company;

15. To acquire or undertake the whole or any part of the business, industry, properties and liabilities of any person or corporation carrying on business or engaged in an industry which the company is authorized to carry on or engage in, or possessed of properties suitable for the purposes of the present company;

16. To enter into any arrangements with any government, municipality, corporation or person for union of interest, cooperation, amalgamation, mutual concessions or any other treaty or agreement having for its aim or effect the promotion of the interests of the company;

17. To sell or assign the undertaking or the properties of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

18. To invest and deal with the money of the company not immediately required in such securities and in the manner which the company may determine from time to time;

19. To raise and assist in raising money and to aid by means of bonus, loans, promises, endorsements, guarantees of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company, corporation or person with which or with whom the present company may have business dealings and to guarantee the performance of contracts by such companies, corporations or persons, or by any one thereof;

20. To issue paid up shares, bonds, debentures, stock, debentures or other guarantees or securities in payment for any properties, immovables or movables, as well as for any other rights, franchises, concessions, undertakings, privileges, licenses or permits which the company may lawfully acquire;

21. To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered by placing or assisting to place or guaranteeing the placing of shares of the capital stock of the company, or bonds, shares, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its operations; and with the consent of the shareholders of the company, to issue for the full or part of such remuneration paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

22. To make, draw, accept, endorse, issue and generally execute, pay or cash promissory notes, bills of exchange, bonds, securities, under the Bank Act and any other negotiable instruments;

23. To raise funds, obtain credit, borrow and as security for all such credits or loans, to hypothecate, mortgage and pledge the movable or immovable properties of the company;

24. To do all and any of the foregoing things either alone or in conjunction with others, or as principals, agents, factors or otherwise; and generally to undertake any transactions, movable or immovable, real or personal, and all things incidental to the foregoing objects; the powers of any paragraph are not to be limited nor restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph, under the name of

de tout autre paragraphe, sous le nom de "Corporation Frigor Limitée" "Frigor Corporation Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$15,000.00 divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur de \$1.00 chacune; les dites actions ayant seules le droit de vote, et, en 250 actions privilégiées de \$50.00 chacune, avec dividende non cumulatif à 5% payable avant tout dividende sur les actions ordinaires ci-dessus; les dites actions rachetables dans l'espace de cinq ans de la date de leur émission respective au prix de \$52.50 l'action, les dites actions n'ayant pas droit de vote.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$1,500.00.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente et unième jour de mars 1939.

JEAN BRUCHESI,

1763-o

Sous-secrétaire de la Province.

"Corporation Frigor Limitée" "Frigor Corporation Limited".

The amount of the capital stock of the company will be \$15,000.00 divided into 2,500 common shares of a value of \$1.00 each; the said shares alone being entitled to vote, and, into 250 preferred shares of \$50.00 each, with a non-cumulative dividend of 5% payable before any dividend of the aforesaid common shares; the said shares to be redeemable in five years from the date of their respective issue at the price of \$52.50 per share, the said shares having no voting right.

The amount with which the company will commence its operations is \$1,500.00.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of March, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1764

Under Secretary of the Province.

"Corry & Leonard Electric Ltd"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1939, constituant en corporation: John-Edward Grivell, comptable, Margaret Jost et Lyle Maude Penfold, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Assumer comme industrie en exploitation l'actif du commerce acquis par Frank Layton, et autrefois exploité sous le nom corporatif de "Corry & Leonard Electric and Refrigeration Services Limited";

(b) Manufacturer, acheter, vendre, louer, ar-renter, réparer, et exploiter aucun et tous appa-reils ou machineries pour la fabrication, géné-ration, emmagasinage, accumulation, transmis-sion ou distribution d'aucun ou tous types de courants électriques et aucuns et toutes sortes de machineries, appareils, accessoires ou instal-lations électriques de toute nature ou espèce quelconque;

(c) Manufacturer, acheter, vendre, installer, tenir en bon état, réparer et autrement faire le commerce de réfrigérateurs mécaniques, appa-reils, spécialités, accessoires et fournitures de réfrigération de toutes sortes, et exercer le com-merce de mécaniciens et de fondeurs;

(d) Bâtir, ériger, acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, maintenir, gérer, et exploiter une ou plusieurs boutiques de réparation, un ou plusieurs entrepôts, boutiques ou autres établis-sements semblables pour la mise en sécurité, le nettoyage, le rechargement, le huilage et l'entre-tien et la réparation d'appareils de réfrigération électriques et mécaniques, de toute description et classe, et tous leurs accessoires de toute nature et description quelconque;

(e) Exploiter aucun commerce se rapportant à tous accessoires de réfrigération électriques et mécaniques et autres accessoires, et acheter, louer ou échanger tous articles ou accessoires se rapportant au commerce de réfrigération méca-nique;

(f) Exercer tout autre commerce qui peut être convenablement exercé en même temps que son commerce ou qui est de nature à augmenter direc-tement ou indirectement la valeur ou rendre pro-fitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

"Corry & Leonard Electric Ltd"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1939, incorporating: John Edward Grivell, accountant, Margaret Jost and Lyle Maude Penfold, secretaries, spinsters, all of the city and district of Montreal, for the follow-ing purposes:

(a) To take over as a going concern the assets of the business acquired by Frank Layton, and heretofore conducted under the corporate name of Corry & Leonard Electric and Refrigeration Services Limited;

(b) To manufacture, buy, sell, lease, let, repair and operate any and all apparatus or machinery for the manufacture, generation, storage, accum-ulation, transmission or distribution of any or all types of electric current and any or all manner of electric machinery, apparatus, ap-pliance, or supplies of any nature or kind what-soever;

(c) To manufacture, buy, sell, install, service, repair and otherwise deal in mechanical refri-gerators, refrigeration appliances, specialties, accessories and supplies of all kinds, and to carry on the business of machinists and foundry-men;

(d) To build, erect, purchase, lease or other-wise acquire, hold, own, maintain, manage and exploit one or more repair shops, one or more warehouses, shops or other similar establishments for the safe-keeping, cleaning, re-charging, oiling and general up-keep and repairing of electrical and mechanical refrigeration appliances of every description and class, and all the accessories thereof of any kind and description whatsoever;

(e) To operate any business connected with electrical and mechanical refrigeration and other accessories, and purchase, lease or exchange any articles or accessories connected with the me-chanical refrigeration business;

(f) To carry on any other business which may be suitably carried on at the same time as its business or of a nature to directly or indirectly increase the value of or render profitable any of the property or rights of the company;

(g) Agir comme agents à commission, consignataires, représentants ou fondés de pouvoirs pour toute compagnie, firme ou personne faisant le commerce d'articles semblables;

(h) Acquérir par achat ou autrement détenir et louer tous biens réels qui sembleront nécessaires ou convenables aux fins de la compagnie et autres immeubles, dans un but de spéculation, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

(i) Construire et/ou exploiter tous biens garantis ou requis par la compagnie des magasins, garages, salles d'exposition d'appareils de réfrigération mécanique et tous autres édifices qui seront jugés convenables;

(j) Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de tous individus, société ou compagnie, tous ou aucune partie des biens et propriétés de tout commerce semblable en tout ou en partie à celui de cette compagnie, avec ou sans les terrains et édifices destinés à leur exploitation, tous ses biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

(k) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie, émettre des obligations et débetures et nantir, hypothéquer ou gager les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie ou les deux à la fois pour garantir toutes telles obligations, débetures et tous montants d'argent empruntés pour les fins de la compagnie;

(l) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et effets négociables et transférables;

(m) Vendre, échanger et louer tous ou aucun des biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie ou autrement les aliéner ou en disposer;

(n) Régulariser la vente, la distribution et le transfert des actions et débetures de la compagnie;

(o) Acquérir, détenir, vendre et transférer les actions, débetures de toute compagnie ou corporation et généralement faire tous actes et choses qui sembleront incidents ou appropriés à la réalisation de tous et d'aucun des objets susdits, sous le nom de "Corry & Leonard Electric Ltd".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent (100) actions sans valeur nominale ou au pair et les dites actions pourront être émises moyennant telle considération que le bureau de direction pourra fixer de temps à autre. Le montant du capital avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq cents dollars (\$500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, Province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mars 1939.

JEAN BRUCHESI,

1765 Sous-secrétaire de la Province.

(g) To act as commission agents, consignees, representatives or attorneys for any company, firm or person dealing in similar goods;

(h) To acquire by purchase or otherwise, hold and lease any real estate which may be deemed necessary or suitable for the company's purposes and other immovables, with a view to speculation, and to pay for such acquisition or holdings in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

(i) To construct and/or operate upon any real estate secured or required by the company any stores, garages, mechanical refrigeration show rooms and any other buildings it may deem proper;

(j) To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, partnership or company, the whole or any part of the assets and property of any business altogether or partly similar to that of this company, with or without the lands and buildings destined to their exploitation and all its assets generally, and to pay for the same in cash or bonds or in paid up shares of the company;

(k) To borrow money upon the credit of the company, issue bonds and debentures and to pledge, hypothecate or mortgage the moveable or immovable property of the company or both to secure any such bonds, debentures and any sums of money borrowed for the company's purposes;

(l) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and negotiable and transferable instruments;

(m) To sell, exchange, and lease all or any moveable or immovable property of the company or otherwise alienate or dispose of the same;

(n) To regulate the sale, distribution and transfer of the shares and debentures of the company;

(o) To acquire, hold, sell and transfer shares, debentures of any company or corporation and generally to do all acts and things which may seem incidental or conducive to the attainment of all and any of the above objects, under the name of "Corry & Leonard Electric Ltd".

The capital stock of the company is divided into one hundred (100) shares having no nominal or par value and such shares may be issued for such consideration as from time to time may be fixed by the Board of Directors. The amount of capital with which the company will commence business will be five hundred dollars (\$500.00).

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of March, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1766-o Under Secretary of the Province.

"Herwal Holdings Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Walter Arthur Gardener, commis, Anna Marie Wait, teneur de livres, et Mary June Wilson, sténographe, toutes deux (femmes non-mariées), tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

"Herwal Holdings Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1939, incorporating: Walter Arthur Gardener, clerk, Anna Marie Wait, bookkeeper, and Mary June Wilson, stenographer, both (unmarried women) all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(a) Faire, conduire et exercer, d'aucune façon ou manière quelconque, le commerce et les activités d'une compagnie de contrôle et de placements;

(b) Placer, acheter, prendre en échange, souscrire à forfait, souscrire ou demander, acquérir par souscription originale, soumission, participation dans des syndicats ou autrement, et détenir pour placement, vendre, échanger, transférer, céder, louer et/ou autrement aliéner ou disposer, réaliser et faire valoir et généralement négocier et faire le commerce, en aucune façon ou manière quelconque, des actions, titres, débiteures, actions-débiteures, notes, obligations, titres de créance et autres valeurs de toute nature et description, et tous droits et/ou intérêts en ceux, et généralement tous biens, réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, et aucun et tous droits, privilèges et intérêts en ceux ou s'y rapportant, présents ou futurs, et tous autres biens et actifs en quelque endroit qu'ils soient situés, et changer, modifier ou varier tels placements de temps à autre et en réinvestir les produits;

(c) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou qu'elle désire exercer et émettre des actions libérées et/ou des obligations en paiement total ou partiel du prix d'achat;

(d) Distribuer, en espèces ou autrement comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, obligations, débiteures, actions-débiteures, certificats, obligations et/ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débiteures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

(e) Louer, vendre, ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération, que la compagnie pourra croire convenable et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(f) Payer toutes ou aucune des dépenses incidentes ou encourues lors de la formation et de l'incorporation de la compagnie et le prélèvement de son capital-actions, ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour en payer le coût;

(g) Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou titres ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie et les donner en garantie, grever, vendre ou autrement en disposer;

(h) Prélèver et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débiteures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

(i) Exploiter toute autre industrie ou exercer toute autre activité que la compagnie jugera

(a) To carry on, conduct and engage in, in any way or manner whatsoever, the business and activities of a holding and investment company;

(b) To invest in, purchase, take in exchange, underwrite, subscribe or apply for, acquire by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and to hold for investment, sell, exchange, transfer, assign, lease and/or otherwise alienate or dispose of, realize upon and turn to account and generally deal in and with, in any way or manner whatsoever, shares, stocks, bonds, debentures, debenture stocks, notes, obligations, evidences of indebtedness and other securities of every kind and description, and any rights and/or interests therein, and generally any property, real or personal, moveable, immovable or mixed, and any and all rights, privileges and interests therein or connected therewith, present or future and any other property and assets wheresoever located, and to change, alter or vary any investments from time to time and to reinvest the proceeds thereof;

(c) To acquire or take over the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized or desires to carry on and to issue paid up shares and/or bonds in payment or part payment therefor;

(d) To distribute in specie or otherwise by way of dividends legally declared out of the surplus of the company, or in the manner provided for by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its member and particularly any shares, bonds, debentures, debenture stock, scrips, obligations and/or other securities received as a consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(e) To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(f) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same;

(g) To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

(h) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such person, firm, company or corporation;

(i) To carry on or engage in any other business or activity which may seem to the company

incident ou avantageux à la réalisation de ses objets ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitable aucun des biens, droits ou produits de la compagnie;

(j) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleur, locataires ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés, ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction ou connu d'eux;

Et il est de plus ordonné et déclaré que les actions de la compagnie ne seront pas transférées, sans le consentement d'une majorité des directeurs attesté par une résolution passée par eux et entrée dans les livres de la compagnie;

Le nombre des actionnaires ou membres de la compagnie ne devra en aucun temps excéder vingt et aucune invitation ne sera faite au public pour faire souscrire les actions ou débiteures de la compagnie, sous le nom de "Herwall Holdings Limited", avec un capital-total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour d'avril 1939.

JEAN BRUCHESI,

Sous-secrétaire de la Province.

1767

capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(j) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any-wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed or known to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is further ordained and declared that the shares of the company shall not be transferred without the consent of the directors evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the company;

The number of shareholders or members of the company shall not at any one time exceed twenty and no invitation to the public to subscribe for shares or debentures of the company shall be made, under the name of "Herwall Holdings Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1939.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

1768-o

"La Maskoutaine, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de mars 1939, constituant en corporation: Jean-Paul Breault, étudiant en droit, Paul-N. Fugère, journaliste, et Noel-Henri Paradis, contremaitre à l'Imprimerie Yamaska, tous de St-Hyacinthe, dans les buts suivants:

1. Acheter, vendre, louer, sous-louer et exploiter des magasins à rayons; louer, sous-louer

"La Maskoutaine, Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1939, incorporating: Jean-Paul Breault, law student, Paul N. Fugère, journalist, and Noel Henri Paradis, foreman in the "Imprimerie Yamaska," all of St. Hyacinthe, for the following purposes:

1. To buy, sell, lease, sub-let and operate departmental stores; to lease, sub-let and operate

- et exploiter des manufactures ou des emplacements pour tous genres d'affaires se faisant dans un magasin à rayons;
2. Construire, acheter, vendre, louer, sous-louer et exploiter des hôtels de tempérance ou licenciés pour la vente des liqueurs alcooliques;
3. Entreprendre des constructions à forfait ou autrement;
4. Exercer les pouvoirs d'agents d'immeubles;
5. Fabriquer pour ses besoins, ou les besoins d'autrui, vendre de l'électricité, de la chaleur dans la cité de St-Hyacinthe, comté de St-Hyacinthe;
6. Fabriquer toutes espèces de produits se vendant dans un magasin à rayons;
7. Exploiter des places d'amusement et des restaurants de tempérance ou licenciés pour la vente des liqueurs alcooliques;
8. Exercer le commerce, en gros et en détail, qui consiste à produire, entreposer, acheter, vendre, détenir ou autrement disposer, exporter et importer toutes sortes de marchandises, lingerie, meubles et articles se vendant dans un magasin à rayons;
9. Exercer toute autre industrie non incompatible avec les opérations sus-énumérées ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou à les rendre plus profitables;
10. Acquérir par achat, échange ou autrement, vendre ou louer par bail écrit ou verbal des terrains à bâtir, bâtiments, usines et généralement tous immeubles et biens immobiliers, bâtir, entretenir, développer, vendre, louer, échanger améliorer tels immeubles si nécessaires pour les meilleurs intérêts de la compagnie, et portion d'iceux;
11. Emprunter sur le crédit de la compagnie, émettre des bons, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables;
12. Emprunter des deniers pour la compagnie sur lettres de change et billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie;
13. Vendre ou disposer des entreprises de la compagnie ou aucune partie d'icelle moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, accepter des argents, des actions, obligations, débetures, parts ou valeurs d'aucune compagnie ou individus, en paiement;
14. Fixer, accepter, endosser, escompter et émettre des billets et autres lettres de change, chèques, mandats, débetures, valeurs en vertu de la loi des Banques qui sont permises aux compagnies, constituées en vertu de la loi et autres effets négociables ou transférables;
15. De temps à autre, faire un ou plusieurs des actes et choses énumérés aux présentes, et exercer et jouir des actes et privilèges, et faire tous autres actes et choses se rattachant, ou de nature à atteindre les objets susdits ou aucun d'eux;
16. Considérer que les pouvoirs ci-dessus décrits ne pourront être limités ou restreints en aucune manière;
17. Entrer en pourparler avec les autorités fédérales, provinciales ou municipales suivant le cas, ou toute autre autorité établie afin de solliciter et d'obtenir tout permis, licence, privilège ou franchise que la compagnie croira nécessaire, avantageux et utile d'exercer;
18. Demander, acheter ou autrement acquérir et vendre tous brevets, brevets d'invention, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclu-
- factories or emplacements for all kinds of business carried on in a departmental store;
2. To construct, buy, sell, lease, sub-let and operate temperance hotels or hotels licensed for the sale of alcoholic liquors;
3. To undertake construction on contract or otherwise;
4. To exercise the powers of real estate agents;
5. To manufacture for its needs, or the requirements of others, sell electricity, heat in the city of St. Hyacinthe, county of St. Hyacinthe;
6. To manufacture all kinds of products sold in departmental stores;
7. To operate places of amusement and temperance restaurants or restaurants licensed for the sale of alcoholic liquors;
8. To carry wholesale and retail, the business of producing, warehousing, buying, selling, holding or otherwise disposing of, exporting and importing all kinds of merchandise, lingerie, furniture and things sold in departmental stores;
9. To carry on any other industry not inconsistent with the aforesaid operations or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property and rights of the company;
10. To acquire by purchase, exchange or otherwise, sell or lease by written or verbal lease building lots, buildings, plants and generally all immovables and immovable properties, to build, maintain, develop, sell, lease, exchange, improve such immovables if necessary in the best interests of the company, and any part thereof;
11. To borrow on the credit of the company, issue bonds, obligations, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such prices and sums as may be deemed expedient;
12. To borrow money for the company on bills of exchange and promissory notes, made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company;
13. To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such price as the company may deem suitable, to accept cash, shares, obligations, debentures, stock or securities of any company or individual, in payment thereof;
14. To draw, accept, endorse, discount and issue notes and other bills of exchange, cheques, warrants, debentures, securities under the Bank Act which are permitted to companies incorporated under the Act and other negotiable or transferable instruments;
15. From time to time, do one or more of the foregoing acts and things herein, and exercise and enjoy the acts and privileges, and to do any other acts and things incidental to or suitable to the attainment of the foregoing objects or any one thereof;
16. The foregoing powers are not to be considered as limiting nor restricting in any manner;
17. To enter into arrangements with the authorities Federal, Provincial or municipal as the case may be, or any other established authority so as to solicit and secure any permit, license, privilege or franchise which the company may deem necessary, advantageous and useful to exercise;
18. To apply for, purchase or otherwise acquire and sell any patents, patents of invention, trademarks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive right

sif ou non, d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement au sujet de toute invention ou procédé qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens ou renseignements acquis de cette manière, sous le nom de "La Maskoutaine, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, dans le district de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de mars 1939.

JEAN BRUCHESI,

1769-o

Sous-secrétaire de la Province.

to use any invention or any secret or other information respecting any invention or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company or the acquisition of which may seem calculated to directly or indirectly benefit the company; and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the properties or information so acquired, under the name of "La Maskoutaine, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Hyacinthe, in the district of Saint Hyacinthe.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1770

Under Secretary of the Province.

"Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc."

"Abitibi Collection Agencies Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Fred-H. Bousquet, huissier, Edmond Bourgault, médecin, Jeannette Poirier, sténographe, fille majeure usant de ses droits, tous d'Amos, dans les buts suivants:

1. Etablir, maintenir et conduire une agence générale pour la perception des comptes, billets, traites ou autres titres de créance, et exercer un commerce d'agences générales de finance, commerce de renseignements, de règlements de comptes, d'audition et de comptabilité et agir comme agents généralement pour des personnes, firmes et corporations pour les fins ci-dessus énoncées;

2. S'enquérir et rechercher et recueillir les renseignements concernant l'état financier, la réputation, responsabilité, commerce et conditions commerciales de tout individu, firme, association, et fournir tels renseignements aux clients et patrons pour fins mercantiles, financières et commerciales;

3. a) Acheter, acquérir, régler ou autrement disposer des réclamations impayées ou contestées, de comptes, de jugements et de dettes de livres; négocier et compléter des règlements de toutes sortes, de comptes, réclamations, contrats, et polices d'assurance entre les parties intéressées, moyennant le paiement d'honoraires, commissions, pourcentage et récompenses, sujets aux règlements provinciaux et locaux;

b) Accepter, recevoir, acquérir en paiement des réclamations confiées à la compagnie, toute marchandise, effet mobilier de quelque genre que ce soit, appartenant aux débiteurs et revendre toute dite marchandise suivant le prix du marché, au bénéfice de la compagnie et des clients d'icelle;

4. Généralement acheter, prendre à bail, échanger, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, vendre, transporter et négocier toute propriété réelle ou personnelle ou tout droit et privilège que la compagnie croira nécessaire ou convenable à aucun de ces objets et susceptible d'être profitablement négocié en rapport avec aucune des propriétés ou droits de la compagnie dans le temps;

5. Agir comme agent pour d'autres, dans le placement de fonds ou la promotion de compa-

"Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc."

"Abitibi Collection Agencies Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1939, incorporating: Fred H. Bousquet, bailiff, Edmond Bourgault, physician, Jeannette Poirier, stenographer, spinster in the use of her rights, all of Amos, for the following purposes:

1. To establish, maintain and conduct a general agency for the collection of accounts, notes, drafts or other evidences of indebtedness, and to carry on a general financial agency business, and information bureau, and office for the collection of accounts, auditing and accountancy, and to act as general agent for persons, firms and corporations for the foregoing purposes;

2. To inquire into, search for and collect information concerning the financial standing, reputation, responsibility, business and commercial conditions of any individual, firms, partnerships, and to furnish such information to clients and employers for mercantile, financial and commercial purposes;

3. a) To purchase, acquire, settle or otherwise dispose of unpaid or disputed claims, accounts, judgments and book debts; to negotiate and complete settlements of all kinds, accounts, claims, contracts, and insurance policies between the interested parties for fees, commissions, percentage and rewards, subject to provincial and local regulations;

b) To accept, receive, acquire in payment of claims entrusted to the company, any merchandise, movable effects of any nature whatsoever, belonging to the debtors and to re-sell any of the said merchandise according to the market price, for the benefit of the company and its customers;

4. Generally to purchase, take on lease, exchange, hire or otherwise acquire, hold, own, sell, transfer and deal in real or personal property or any right and privilege which the company may deem necessary or suitable for any of its objects and calculated to be profitably dealt with in connection with any of the properties or rights of the company for the time being;

5. To act as agent for others, in the investment of funds or the promotion of the companies and

gnies et d'entreprises et conduire le commerce en général d'une corporation de contrôle (holding), de placement, de promotion et de courtage et d'agence d'immeubles;

6. D'exercer toutes autres opérations susceptibles de faire profiter son industrie;

7. De prélever et contribuer à prélever des fonds pour toutes autres compagnies avec lesquelles elle peut être en relations d'affaires ou dont les actions, débetures ou autres obligations sont détenus par elle, de les aider au moyen de boni, prêts, endossements, garanties ou autrement, et plus particulièrement de garantir le paiement du principal et des intérêts de débetures ou autres, intérêts, hypothèques et engagements de toutes semblables compagnies;

8. De vendre, hypothéquer, échanger, louer, aliéner ou autrement disposer de tous ou partie des biens meubles et immeubles de la compagnie;

9. D'acquitter à même les fonds de la compagnie ses frais de constitution en corporation ou d'organisation et généralement tous frais préliminaires;

Il est statué qu'au cas où la compagnie passerait des contrats ou ferait affaires avec ses directeurs ou avec toute firme dont ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association, dont ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés du fait que ces directeurs ayant intérêts dans le contrat passé ou les affaires transigées, auraient favorisé ce contrat ou la transaction de ces affaires, et les directeurs n'encourront non plus de responsabilité envers la compagnie, ses actionnaires ou créanciers, pourvu que leurs intérêts aient été préalablement déclarés lors du vote par eux donné, sous le nom de "Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc." "Abitibi Collection Agencies Inc."

Le capital actions de la compagnie est divisé en 50 actions de \$100.00 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de cinq cent dollars (\$500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Amos, dans le district d'Abitibi.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour d'avril 1939.

JEAN BRUCHESI,

1781-o

Sous-secrétaire de la Province.

undertakings and to conduct the business of a general holding, investment, promotion and brokerage corporation and real estate agency;

6. To carry on any other operations calculated to benefit its industry;

7. To raise and assist in raising money for any other companies with which it may have business dealings or any of whose shares, debentures or other securities are held by it, to assist them by means of boni, loans, endorsements, guarantees or otherwise, and more particularly to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, interest, hypothecs and engagements of any similar companies;

8. To sell, hypothecate, exchange, lease, alienate or otherwise dispose of all or part of the movable and immovable properties of the company;

9. To pay out of the funds of the company its costs of incorporation or organization and generally all preliminary expenses;

10. It is ordained that in case the company enters into contracts or transacts business with its directors or with any firm of which its directors are members, or with any other company, corporation or association, of which its directors are shareholders, directors or officers, such contracts or transactions shall not be invalidated by the fact that such directors having an interest in the contract passed or affairs transacted, shall have favoured the said contract or transaction of affairs, and the directors shall incur no responsibility towards the company, its shareholders or creditors, provided that their interests shall have been declared prior to the vote given by them, under the name of "Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc." "Abitibi Collection Agencies Inc."

The capital stock of the company is divided into 50 shares of \$100.00 each, and the amount with which the company will commence its operations is five hundred dollars (\$500.00).

The head office of the company will be at Amos, in the district of Abitibi.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of April, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1782

Under Secretary of the Province.

"Princess Ladies Wear Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en loi du Roi pour la Province de Québec, Harold-J. Erdrich, avocat, et Bertha Mendelson, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer toutes ou aucune des opérations de négociants et marchands en gros et en détail, de vêtements et confections de toutes sortes, prêts-à-porter pour dames, tailleurs, marchands de drap, drapiers, couturiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton, drap et dentelle, marchands, merciers, fabricants de portemanteaux, et confectionneurs en général et marchands de parapluies, ornements, nécessaires de toilette, parfums, savon et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses nécessaires aux fins de

"Princess Ladies Wear Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1939, incorporating: Ben Bernstein, one of His Majesty's Counsel, learned in the law for the province of Quebec, Harold J. Erdrich, advocate, and Bertha Mendelson, spinster of the full age of majority, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on all or any of the businesses of dealers and retail and wholesale merchants in clothing and wearing apparel of all kinds, ladies' ready to wear, tailors, clothiers, drapers, dress-makers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, furriers, gloves, silk, cotton, cloth and lace merchants, merchants, haberdashers, portmanteau makers and general outfitters and dealers in umbrellas, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap and any other articles, commodities, merchandise or things necessary for the purpose of the company, with the right to manufacture

la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'articles manufacturés, objets, effets, marchandises et matériaux;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie-susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie, avec ensemble tous édifices, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général; assumer la totalité ou une partie quelconque des engagements de la dite industrie et les payer en tout ou en partie en obligations, débetures ou actions entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie, et en vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie quelconque d'iceux;

4. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

5. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou de la fusion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et faire des avances des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou autrement en disposer;

6. Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie;

7. Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des propriétés et entreprises de la compagnie pour la considération qui sera convenue, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute compagnie en faisant l'acquisition;

8. Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

9. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

10. Acheter, louer, prendre en échange, ou autrement acquérir des terrains ou les intérêts en iceux avec ensemble tous édifices ou bâtiments qui peuvent être sur les dits terrains ou sur l'un quelconque d'iceux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner la totalité ou une partie des dits terrains et tous ou l'un quelconque des édifices ou bâtiments qui sont présentement ou qui pourront être dans la suite sus-érigés, et prendre les garanties d'iceux qui seront jugées nécessaires;

11. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Princess Ladies Wear Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

import and export, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, good-will and assets generally; to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

4. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

5. To enter into any arrangement for sharing of profits, or union of interest with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

6. To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company;

7. To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part the property and undertaking of the company, for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same;

8. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

9. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

10. To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

11. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Princess Ladies Wear Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour d'avril, 1939.

1771 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

"Quebec Sporting Gardens Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour d'avril 1939, constituant en corporation: Napoléon Côté, industriel, de St-Grégoire, Montmorency, Philippe Gimaiel, employé civil, et Albert Godin, commis, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de restaurateurs, hôteliers, acquérir et exploiter des lieux d'amusements publics, et voir à l'organisation de sport en général, exception faite des jeux à l'argent, des jeux de hasard et des jeux mixtes de hasard et d'habileté prohibés par la loi;

Construire et bâtir, restaurants, magasins, hôtels, terrains de jeux, amphithéâtres, pour l'exploitation des métiers désignés ci-dessus;

Exercer toutes autres industries jugées nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de chacun ou de tous les biens meubles et immeubles pour telle considération que la compagnie fixera;

Emettre des actions acquittées, des débetures ou autres garanties de la compagnie en paiement total ou partiel pour toutes propriétés ou droits qui peuvent être acquis par celle-ci ou pour services rendus ou ouvrage fait pour la compagnie, ou en paiement et satisfaction de toutes dettes ou obligations de la compagnie;

Faire toutes les transactions nécessaires à la réalisation des objets de la compagnie et exercer tous les pouvoirs corollaires à ceux qui font l'objet principal de cette demande, en particulier toutes les opérations de banque nécessaires dans le cours ordinaire des affaires, sous le nom de "Quebec Sporting Gardens Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante dollars (\$50.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour d'avril 1939.

1773-0 JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

"Téléphone de Gaspé-Nord Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour d'avril 1939, constituant en corporation: J.-Napoléon Côté, capitaine, et J.-Raymond Côté, commis, de Cap des Rosiers, Philippe Richard, marchand, de Rivière Madeleine, tous du comté de Gaspé, et Jean Lesage, avocat, de Québec, dans les buts suivants:

1. Construire, organiser et exploiter des services de télégraphe ou de téléphone électriques ou autrement, avec ou sans fils, faire tous les travaux nécessaires à cette fin, obtenir des autorités municipales, provinciales ou autres, les droits, permissions ou licences nécessaires, ma-

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1939.

1772-0 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Quebec Sporting Gardens Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1939, incorporating: Napoléon Côté, manufacturer, of St. Grégoire, Montmorency, Philippe Gimaiel, civil employee, and Albert Godin, clerk, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of restaurantkeepers, hotelkeepers, to acquire and operate places of public amusement, and supervise the organization of sports in general, with the exception of gambling, games of chance and games of chance and skill mixed which are prohibited by law;

To construct and build restaurants, stores, hotels, playgrounds, amphitheaters, for the operation of the matters above designated;

To carry on any other industries deemed necessary or useful for the purposes of the company;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of all or any of the movable and immovable properties for such consideration as the company may fix;

To issue paid up shares, debentures or other securities of the company in full or part payment for any properties or rights which may be acquired by it or for services rendered or work done for the company, or in payment or settlement of any debts or obligations of the company;

To do any transactions necessary for the attainment of the objects of the company and to exercise all powers corollary to those which form the main object of this petition, in particular all banking operations required in the ordinary course of business, under the name of "Quebec Sporting Gardens Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1939.

1774 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"Téléphone de Gaspé-Nord Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of April, 1939, incorporating: J. Napoléon Côté, captain, and J. Raymond Côté, clerk, of Cap des Rosiers, Philippe Richard, merchant, of Rivière Madeleine, all of the county of Gaspé, and Jean Lesage, advocate, of Quebec, for the following purposes:

1. To construct, organize and operate a telegraph or telephone, electric or other service, with or without wires, to undertake all works required for such purpose, secure from the authorities, whether municipal, provincial or otherwise, the necessary rights, permission or licenses, to manu-

manufacturer ou acquérir, à quelque titre que ce soit, les matériaux ou objets et articles nécessaires pour l'exploitation de cette industrie;

2. Construire spécialement une ligne de téléphone partant de Rivière aux Renards dans le comté de Gaspé-Sud et allant à Sainte-Anne-des-Monts dans le comté de Gaspé-nord et suivant la route nationale qui fait le tour de la Gaspésie et en desservant les paroisses qui se trouvent sur cette route et les autres villages à l'intérieur de la Péninsule, desservis par cette même route nationale sur le tronçon de route limité ci-dessus;

3. Organiser des services de radiophonie et de communication par radio, acheter, louer, vendre ou autrement acquérir ou aliéner tous articles, objets, machines se rapportant à ces objets et en faire le commerce;

4. Etablir un système de renseignements pour la navigation côtière, le commerce en général, le trafic des autobus, chars de touristes, établir des services de téléphone sur la route, et organiser des moyens de communication téléphonique ou autrement, pour l'utilité de toutes personnes et des automobilistes, établir des services de remorquage pour automobile avec communication téléphonique entre chacun, posséder des chars remorqueurs et autre outillage pouvant être d'utilité et pouvant rapporter des bénéfices à la compagnie, faire des arrangements avec les autobus, taxis, vapeurs et garages pour donner un service téléphonique spécial et efficace, faire des arrangements avec le Gouvernement Fédéral ou Provincial, les Municipalités, les corps publics ou toute autre personne pour services spéciaux de téléphone, posséder des immeubles ou édifices pour bureaux ou stations de chambres, ou louer les dits bureaux, posséder tout outillage ou boutique pour réparation des matériaux de la compagnie;

5. Publier un horaire de téléphone, avec annonces, et contenant la liste complète de ses membres;

6. Acheter, louer ou autrement acquérir des biens, privilèges, contrats ou droits d'une personne, société ou compagnie et les payer, en tout ou en partie, comptant ou autrement, en argent ou en actions libérées, débetures, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

7. Faire toute convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour toutes autres fins similaires, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à aucune telle personne ou autrement acquérir des actions ou titres d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

8. Prendre ou autrement acquérir, détenir, vendre, transporter et revendre des actions ou parts, débetures, obligations et autres valeurs de toute compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent ou en actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie, et gérer et exploiter et conduire comme gérant les biens, franchises, entreprises et industries de toute compagnie dont aucunes des actions, obligations, débetures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée convenable et raisonnable, et garantir le paiement du capital et des dividendes et intérêts sur les ac-

facture or acquire, under any title whatsoever, the materials or objects and articles required for the operation of the said industry;

2. To construct particularly a telephone line from Rivière aux Renards in the county of Gaspé-South to Sainte-Anne-des-Monts in the county of Gaspé-North and following the National Highway which makes the tour of the Gaspeian Peninsula and to serve the parishes situate on the said highway and the other villages in the interior of the Peninsula, served by the same National Highway on the portion of the highway limited as aforesaid;

3. To organize radiophonic services and communication by radio, to buy, lease, sell or otherwise acquire or dispose of any articles, objects, machines incidental to the said objects and to deal with the same;

4. To establish a system of information for coastal navigation, general trade, autobus traffic, tourist cars, to establish telephone services on the said highway, and organize means of telephonic or other communication, for the use of anybody and motorists, to establish towing services for automobiles with telephonic communication between each one, to own towing cars and other equipment which may be used for and yield benefits for the company, to make arrangements with autobusses, taxis, steamers and garages to give a special and effective telephone service, to make arrangements with the Government both Federal or Provincial, the municipalities, public bodies or any other person for special telephone services, to own immovables or buildings for offices or room service, or lease the said offices, to possess any equipment or workshop for repairing the materials of the company;

5. To publish a telephone directory, with advertisements, and containing a complete list of its subscribers;

6. To purchase, lease or otherwise acquire properties, privileges, contracts or rights from any person, partnership or company and to pay for the same, in whole or in part, cash or otherwise, with cash or paid-up shares, debentures, bonds or other securities of the company;

7. To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, cooperation or joint adventure, reciprocal concession or the like, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being carried on so as to directly or indirectly benefit the company, to lend money to any such person or otherwise acquire shares or stock of any such company, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

8. To take or otherwise acquire, hold, sell, transfer and re-sell shares or stock, debentures, bonds and other securities of any company or corporation, and to pay for the same in whole or in part with cash, or with shares, stock, bonds, debentures or other securities of the company, and to manage and operate and carry on as manager the properties, franchises, undertakings and industries of any company any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such remuneration as may be deemed expedient and reasonable, and to guarantee the payment of the capital of and the dividends and interests on the shares, bonds,

tions, obligations, débetures et autres valeurs, et l'exécution de contrats pour aucune telle compagnie;

9. Promouvoir, financer et aider une ou plusieurs compagnies formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toute autre fin qui pourrait directement ou indirectement profiter à la présente compagnie;

10. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats pour ces dites personnes et accepter en paiement de toutes les dettes dues à la compagnie, des actions, parts, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

11. Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie moyennant le prix que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la présente compagnie;

12. Payer, à même les fonds de la compagnie, toutes les dépenses de formation et d'organisation de la dite compagnie;

13. Solliciter, obtenir, enregistrer, acheter, louer, patenter, moyennant un droit régalien, ou acquérir autrement, détenir, utiliser, posséder, exploiter, introduire, et vendre, céder ou aliéner autrement des marques de commerce, brevets d'invention, améliorations ou procédés enregistrés ou non, utiles à l'industrie de la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou faire valoir autrement aucune de ces marques ou noms de commerce, inventions, permis, procédés et choses similaires, ou aucun de ces biens ou droits et accorder des permis pour leur exploitation;

14. Distribuer en espèces ou autrement, à titre de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière déterminée par l'article 81, de la Loi des compagnies de Québec, les biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement les actions, obligations, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie qui pourrait acquérir la totalité ou une partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

15. Se joindre ou se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les biens, franchises, entreprises et industries de toute telle compagnie et en assumer les obligations, et payer pour telles acquisitions totalement ou partiellement en argent ou en actions, obligations, ou autres valeurs de la compagnie;

16. Faire toutes les choses nécessaires, utiles, convenables ou appropriées pour l'accomplissement ou la réalisation de l'un quelconque ou plusieurs des objets de la compagnie, ou qui en aucun temps paraîtra ou semblera nécessaire pour la protection ou le profit de la compagnie ou de ses biens, et exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, allées aux fins et objets ci-dessus mentionnés, et que la corporation jugera capable d'être profitablement exercé par la compagnie, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens ou droits de la compagnie ou de les rendre profitables;

17. Obtenir des autorités paroissiales, municipales, scolaires, provinciales ou fédérales, des privilèges, faveurs ou arrangements spéciaux, de façon à aider au développement de la compagnie et à promouvoir ses intérêts, le tout suivant la Loi;

debentures and other securities, and the performance of contracts by any such company;

9. To promote, finance and assist one or more companies formed for the purpose of acquiring the whole or any part of the assets and liabilities of the present company, or for any other purpose which may directly or indirectly benefit the present company;

10. To lend money to customers and others having business dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by such said persons and to accept in payment of any debts due to the company, shares, stock, bonds, debentures or other securities of the company;

11. To sell or dispose of the undertaking of the company for such price as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures or other securities of any company having objects in whole or in part similar to those of the present company;

12. To pay out of the funds of the company, any expenses of formation or organization of the said company;

13. To apply for, secure, register, purchase, lease, license on royalty, or otherwise acquire, hold, use, own, operate, introduce, and sell, assign or otherwise dispose of trademarks, patents of invention, improvements or processes, whether registered or not, useful for the industry of the company, and to use, exercise, develop or otherwise turn to account any of the said trademarks, tradenames, inventions, licenses, processes and the like, or any of the said properties rights and to grant permits for their operation;

14. To distribute in specie or otherwise, as dividends lawfully declared out of the net profits of the company, or in the manner prescribed by article 81 of the Quebec Companies' Act, the assets of the company amongst its members, and particularly the shares, bonds, debentures and other securities of any other company which may acquire the whole or any part of the assets or liabilities of the company;

15. To unite or amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of the present company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the properties, franchises, undertakings and industries of any such company and to undertake the liabilities thereof, and to pay for the same in whole or in part in cash or shares, bonds or other securities of the company;

16. To do all things necessary, useful, suitable or appropriate for the attainment or realization of any one or more of the objects of the company, or which may at any time seem or appear necessary for the protection or benefit of the company or its properties, and to carry on any industry, whether manufacturing or otherwise, germane to the purposes and objects above mentioned, and which the company may deem capable of being profitably carried on by the company, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

17. To obtain from any authorities, parochial, municipal, school, provincial or federal, privileges, favours or special arrangements, so as to develop the company and promote its interest, the whole in conformity with the Law;

18. Détenir, placer ou approprier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera arrêtée de temps à autre;

19. Prendre les moyens jugés convenables pour faire connaître les produits de la compagnie et particulièrement par la publicité dans les journaux, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'ouvrages artistiques ou d'intérêt, par la publicité de livres et de périodiques;

20. Faire toutes ou aucune des choses précitées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

21. Exercer aucun autre commerce, de fabrication ou autre, que la compagnie croira propre à être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

22. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

23. Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute autre compagnie ou corporation, avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de bonus, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débiteures ou autres valeurs ou autrement, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation et par aucune telle personne ou personnes;

24. Emettre et répartir des actions entièrement acquittées du capital actions en paiement au complet ou partiellement de tous les biens réels ou personnels, mobiliers, immobiliers ou mixtes, brevets, réclamations, contrats, et de tous droits et concessions et autres avantages achetés ou acquis par la compagnie;

25. Accepter en paiement de toutes dettes dues à la compagnie des actions, parts, obligations, débiteures ou autres valeurs de la compagnie;

26. Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugés convenables. Hypothéquer ou donner en garantie les biens meubles ou immeubles de la compagnie pour assurer le paiement de ses bons, obligations ou autres valeurs et de tous emprunts de deniers faits pour les fins de la compagnie, sous le nom de "Téléphone de Gaspé-Nord Limitée".

27. Le capital de la compagnie sera divisé en 1,000 actions communes sans valeur au pair et en 240 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune;

28. Les dites actions privilégiées auront et posséderont tous les droits, privilèges et propriétés ci-après énumérés et seront sujettes aux restrictions suivantes, savoir:

28. A. Les porteurs d'actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur actions ordinaires ou communes, à même les bénéfices nets de la compagnie, des dividendes privilégiés cumulatifs, à compter de la date de l'émission, au taux de 5% l'an, sur la valeur globale au pair des dites actions détenues par eux respectivement et payables le premiers mars, juin, septembre et décembre de chaque année, à compter du premier décembre 1940.

28. B. Chaque action privilégiée sera émise sujette aux droits de la compagnie de la racheter

18. To hold, invest or deal with the money of the company not immediately required, in the manner to be determined from time to time;

19. To take such means as may be deemed suitable to make known the products of the company and particularly by advertising in the press, by circulars, by the purchase and exhibition of works of art or interest, by the publication of books and periodicals;

20. To do all or any of the foregoing things, as principals, agents, contractors or otherwise and alone or in conjunction with others;

21. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which the company may deem capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated to directly or indirectly enhance the value of or render profitable the property or rights of the company;

22. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable properties and any rights and privileges which the company may deem necessary or suitable for the purposes of its industry, and in particular any machinery, plant and stock in trade;

23. To raise and assist in raising money for any other company or corporation, with which the company may have business dealings, to assist them by means of bonus, loans, promises, endorsements, guarantees of bonds, debentures or other securities or otherwise, to guarantee also the performance of contracts by any such company or corporation or by any such person or persons;

24. To issue and allot fully paid up shares of the capital stock in full or part payment for any properties, real or personal, movable, immovable or mixed, patents, claims, contracts, and any rights and concessions and other advantages purchased or acquired by the company;

25. To accept in payment of any debts due to the company shares, stock, bonds, debentures or other securities of the company;

26. To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such prices and sums as may be deemed suitable. To hypothecate or pledge the movable or immovable properties of the company to secure the payment of its bonds, debentures or other securities and any loans of money made for the purposes of the company, under the name of "Téléphone de Gaspé-Nord Limitée".

27. The capital stock of the company will be divided into 1,000 common shares without par value and into 240 preferred shares of a par value of \$100.00 each;

28. The said preferred shares shall have and enjoy all the rights, privileges and properties hereinafter enumerated and will be subject to the following restrictions, namely:

28. A. The holders of the preferred shares shall be entitled to receive as such, before the declaration or the payment of any dividends on the common or ordinary shares, out of the net profits of the company, cumulative, preferential dividends, from the date of issue, at the rate of 5% per annum, on the total par value of the said shares held by them respectively and payable the first of March, June, September and December of each year, on and from the first of December, 1940.

28. B. Each preferred share shall be issued subject to the right of the company to redeem

en tout temps, après le premier janvier, 1941, sur le vote de la majorité du bureau de direction à une assemblée des directeurs. Toute action privilégiée pourra ainsi être rachetée à sa valeur au pair avec en plus les dividendes courus et non payés, et une prime de \$1.50 par action, et les actions ainsi rachetées ne seront pas réémises et si une partie seulement du nombre des actions privilégiées en cours sont rachetées, la majorité des directeurs déterminera quelles actions seront rachetées et le mode de rachat, leur décision à cet effet devra être finale, avis de tel rachat d'actions privilégiées sera envoyé au détenteur enregistré des actions à racheter, au moins quinze jours avant la date fixée pour tel rachat, et après cette date, pourvu que les fonds nécessaires soient disponibles pour cette fin, les dites actions privilégiées n'auront plus droit à aucun autre dividende subséquent.

28. C. Survenant la liquidation dissolution ou ventilation de la Compagnie, les actions privilégiées en cours devront être payées en entier et au pair, avec en plus les dividendes courus, avant qu'aucun paiement soit fait sur les actions ordinaires.

28. D. Tout porteur d'actions privilégiées pourra transférer ses actions en faisant enregistrer dans les livres de la compagnie, un transfert en la forme approuvée par les directeurs.

28. E. Les porteurs d'actions privilégiées n'auront pas droit d'assister aux délibérations du bureau de direction mais auront droit d'assister aux assemblées des actionnaires sans avoir le droit de vote ni dans une ni dans l'autre.

29. Les actions communes sans valeur au pair seront émises et réparties au prix qui sera fixé par les directeurs de la manière suivante: 1 part ou action par souscripteur, sans privilège de transfert à un autre porteur d'action commune de la compagnie, le porteur d'une action commune n'ayant droit qu'à cette seule action commune.

29. A. Les porteurs d'une action ordinaire ou commune auront seuls le droit de voter aux assemblées des actionnaires et seront les seuls éligibles comme directeurs ou officiers de la compagnie.

30. La compagnie sera administrée par un bureau de direction composé de quinze directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des actionnaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Cap des Rosiers, dans le district de Gaspé.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour d'avril 1939.

JEAN BRUCHESI,

1783-o

Sous-secrétaire de la Province.

the same at any time, after the first of January, 1941, upon the vote of the majority of the Board of Directors at a meeting of the directors. Any preferred share may be so redeemed at its par value with moreover the accrued and unpaid dividends, and a premium of \$1.50 per share, and the shares so redeemed shall not be re-issued and if a part only of the number of preferred shares outstanding be redeemed, the majority of the directors will decide the shares to be redeemed and the mode of redemption, their decision to such effect being final, notice of such redemption of preferred shares will be sent to the registered holder of shares to be redeemed, at least fifteen days before the date fixed for such redemption, and after such date, provided that the necessary funds be available for such purpose, the said preferred shares shall have no right to any subsequent dividend.

28. C. In the event of the liquidation, dissolution or winding-up of the company, the preferred shares outstanding shall be paid in full and at par, plus accrued dividends, before any payment be made on the common shares.

28. D. Any holder of preferred shares may transfer his shares by registering in the books of the company, a transfer in the form approved by the directors.

28. E. The holders of preferred shares shall not be entitled to assist at the meetings of the Board of Directors but may assist at the meetings of the shareholders without the right to vote in either case.

29. The common shares without par value will be issued and allotted at the price to be fixed by the Directors in the following manner: 1 share per subscriber, without privilege of transfer to another common shareholder of the company, the holder of one common share being entitled to but one single common share.

29. A. The holders of one common or ordinary share shall alone be entitled to vote at the meetings of the shareholders and be eligible as directors or officers of the company;

30. The company will be managed by a board of directors composed of fifteen members to be elected at the first general meeting of the shareholders.

The head office of the company will be at Cap des Rosiers, in the district of Gaspé.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of April, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1784

Under Secretary of the Province.

"The Barrie Memorial Hospital"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1939, constituant en corporation sans capital-actions: George Samuel Emberson Baird, marchand de grain, Thomas James Quintin et Murray Raymond Stalker, médecins, Robert Edmund Earle Walsh, meunier, et Hugh Barr Patton, agent, tous du village d'Orms-town, district de Beauharnois, dans les buts suivants:

(a) Ériger un hôpital général protestant pour le soin des malades et des infirmes, l'érection du dit hôpital projeté devenant possible par:

"The Barrie Memorial Hospital"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1939, to incorporate as a corporation without share capital: George Samuel Emberson Baird, Feed Merchant, Thomas James Quintin and Murray Raymond Stalker, doctors, Robert Edmund Earle Walsh, miller, and Hugh Barr Patton, agent, all of the village of Orms-town, district of Beauharnois, for the following purposes:

(a) To erect a protestant general hospital for the care of the sick and disabled, which proposed hospital will be made possible by:

1. Le legs de feu Margaret-M. Barrie tel que spécifié dans ses dernières volontés et testament, paragraphe 13, qui se lit comme suit:

"C'est mon vif désir qu'un hôpital protestant soit établi aux environs d'Ormstown et dans le cas où un tel hôpital serait constitué en corporation par lettres patentes ou autre acte d'incorporation, j'autorise Hugh-B. Patton et John Reid, mes exécuteurs testamentaires à payer le résidu de ma succession, au dit hôpital."

2. Les souscriptions déjà faites par certains citoyens animés par un esprit de civisme.

3. Une option ayant été obtenue sur un édifice approprié situé sur un terrain spacieux pouvant permettre des annexes nécessaires à l'hôpital lorsque la chose deviendra urgente.

4. Des souscriptions additionnelles prévues.

(b) Admettre et soigner les malades et convalescents sans distinction de race ou de croyance, sujet seulement à telles limitations et charges qui pourront être dans la suite déterminées par les règlements de la corporation.

(c) Recevoir des malades comme patients indigents subordonnément aux limitations et réglementations qui seront déterminées par les règlements.

(d) Porter secours aux personnes qui en ont besoin par suite d'un accident soudain.

(e) Etablir ou acquérir et diriger des "homes" pour les incurables, et pour les personnes âgées et infirmes, et des sanatoriums pour le traitement de la tuberculose et autres maladies, et des établissements pour convalescents et résidences et établissements pour garde-malades, et clubs pour garde-malades, et toute autre institution de nature semblable.

(f) Etablir un hôpital général pour toutes sortes de maladies ou opérations chirurgicales, et obtenir les services de chirurgiens, médecins, garde-malades et tout aide nécessaire à la direction d'un hôpital.

(g) Recevoir et accepter des dons, donations, legs, héritages et bénéfices qui peuvent être faits en faveur de cette corporation.

(h) Accepter, acquérir, posséder par tous moyens reconnus par la loi, des droits et biens mobiliers et immobiliers, et les administrer.

(i) Emprunter de l'argent sur le crédit de la corporation.

(j) Emettre des obligations ou débetures ou autres valeurs de la corporation pour garantir le paiement de telles obligations ou autres valeurs, et constituer l'hypothèque, mortgage ou nantissement mentionné dans le présent paragraphe, par acte de fiducie, ou de toute autre manière.

(k) Ester en justice.

(l) Adopter telles réglementations et règlements qui seront jugés convenables pour son organisation et sa gouverne, pour l'administration de ses biens et l'usage de ses fonds, et, généralement, pour tout ce qui se rapporte à la réalisation de ses objets, pourvu, toutefois, que rien de ce qui est contenu dans les présentes ne soit en contradiction avec les lois de cette province.

(m) La corporation sera composée de membres à vie et de membres. Tous donateurs de \$150.00 et plus seront nommés membres à vie, et tous souscripteurs de \$50.00 avec ensemble une souscription annuelle de \$5.00 seront membres. Tous donateurs d'une souscription annuelle de \$10.00 seront membres.

(n) Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau des gouverneurs, comprenant un président, un secrétaire, un trésorier et douze gouverneurs. L'élection du bureau des gouverneurs sera faite par scrutin pris à l'assemblée

1. The bequest of the late Margaret M. Barrie as specified in her last will and testament, paragraph 13 which reads as follows:

It is my earnest desire that a Protestant hospital be established in the vicinity of Ormstown and in the event of any such hospital being incorporated by letters patent or other act of incorporation, I authorize Hugh B. Patton and John Reid, executors of my will, to pay such residue of my estate, to such hospital.

2. The subscriptions already made by certain public spirited citizens.

3. An option having been obtained on a suitable building upon a spacious lot of land which will permit of suitable additions to hospital when necessary.

4. From further expected subscriptions.

(b) To admit and care for sick persons and convalescents without distinction of race or creed, subject only to such limitations and charges as may be hereafter determined by the by-laws of the corporation.

(c) To receive sick persons as pauper patients, subject to such limitations and regulations as may be determined by the by-laws.

(d) To grant relief to persons requiring the same from sudden accident.

(e) To establish or acquire and carry on homes for incurables, and for aged and infirm persons, and sanatoria for the treatment of tuberculosis and other diseases, and convalescent homes and nurses' residences and homes, and nurses' clubs, and any other institution of a similar nature.

(f) To establish a general hospital for all kinds of diseases or surgical operations, and to obtain the services of surgeons, physicians, nurses, and any help necessary to conduct an hospital.

(g) To receive and accept gifts, donations, legacies, inheritances, and benefits which may be made in favor of such corporation.

(h) To accept, acquire, possess by all means recognized by law, rights, and movable and immovable property, and to administer the same.

(i) To borrow money on the credit of the corporation.

(j) To issue bonds or debentures or other securities of the corporation to secure the payment of such bonds or other securities, and to constitute the hypothec, mortgage, or pledge mentioned in the present paragraph, by a trust deed, or in any other manner.

(k) To appear before the courts.

(l) To adopt such regulations and rules as may be deemed expedient for its organization and government, for the administration of its property and the use of its funds, and, generally, for anything connected with the realization of its object, provided however that nothing therein be in contradiction with the laws of this province.

(m) The corporation shall be composed of life-members and members. All donors of \$150.00 and upwards shall be life-members, and all subscribers of \$50.00 together with an annual subscription of \$5.00 shall be members. All donors of \$10.00 annually subscribed shall be members.

(n) The affairs of the corporation shall be managed by a board of governors, consisting of a chairman, a secretary, a treasurer, and twelve governors. The election of the board of governors shall be by ballot taken at the annual meeting

annuelle des membres. Chaque membre à vie ou simple membre n'aura droit qu'à un vote seulement. Le président, le secrétaire et le trésorier seront élus par le bureau des gouverneurs qui les choisira parmi ses propres membres.

(o) Le bureau des gouverneurs sera élu annuellement et aura plein pouvoir en toutes choses d'administrer les affaires de la corporation y compris la nomination, le changement dans le corps médical et chirurgical, et tous autres officiers, agents et serviteurs de la corporation, et pourront faire ou faire faire pour la corporation toute description de contrat que la corporation pourra légalement conclure, et pourront de temps à autre faire des règlements qui ne sont pas incompatibles à la loi ou à cette Loi pour réglementer la nomination, fonctions, devoirs, et changement de tous physiciens, chirurgiens et pharmaciens, et tous agents, officiers et serviteurs de la corporation, et pourront de temps à autre révoquer, amender ou décréter de nouveau les dits règlements, mais chaque tel règlement et chaque révocation, amendement et nouvel amendement d'iceux, à moins que dans l'intervalle ils aient été confirmés à une assemblée générale de la corporation dûment convoquée à cette fin, ne seront seulement en vigueur jusqu'à la prochaine assemblée annuelle de la corporation, et à défaut de confirmation à cette assemblée, ils ne cesseront seulement à compter de ce moment d'être en vigueur, et les dits règlements, règles et réglementations auront la même force et le même effet que s'ils avaient été insérés dans cette Loi, et copies d'iceux sous le sceau et apparaissant, comme ayant été signées par le secrétaire ou le trésorier de la dite corporation seront reçues comme preuve prima facie d'iceux dans toutes les cours de justice.

(p) Le bureau des gouverneurs pourra de temps à autre placer tous fonds ou argents appartenant à la corporation conformément aux dispositions de l'article 981o du Code Civil, sous le nom de "The Barrie Memorial Hospital".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir, est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera dans le village d'Ormstown, comté de Chateauguay, district de Beauharnois.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mars 1939.

JEAN BRUCHESI,

Sous-secrétaire de la Province.

1785

"The Monkland Tennis Club"

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de mars 1939, constituant en corporation sans capital-actions: John Foster Chisholm, Hamilton-Larratt Smith, George Miller Hyde et James-Penrose Anglin, avocats, Frank Wright, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Organiser, promouvoir et administrer un club social et athlétique pour le divertissement de ses membres et pour encourager et promouvoir les activités sociales, les sports et les jeux athlétiques en général, et à ces fins tenir des assemblées, tournois, concours, exhibitions, jeux et divertissements publics et événements sociaux de différentes sortes;

2. Edicter et adopter les règles, réglementations et règlements pour l'administration de la dite association, l'initiation, la discipline et l'ex-

of the members. Each life-member or member shall have the right to cast one ballot only. The chairman, secretary, and treasurer are to be elected by the board of governors from among their own members.

(o) The board of governors shall be elected annually and shall have full power in all things to administer the affairs of the corporation including the appointment and removal of the medical and surgical staff, and all other officers, agents, and servants of the corporation, and may make or cause to be made for the corporation, any description of contract which by-law the corporation may enter into, and may from time to time make by-laws not contrary to law or to this Act to regulate the appointment, functions, duties, and removal of all physicians, surgeons, and apothecaries, and all agents, officers, and servants of the corporation, and may from time to time repeal, amend, or re-enact such by-laws, but every such by-law and every repeal, amendment and re-amendment thereof, unless in the meantime confirmed at a general meeting of the corporation duly called for that purpose, shall only have effect until the next annual meeting of the said corporation, and in default of confirmation thereof shall at and from that time only cease to have effect, and such by-laws, rules, and regulations shall have the same force and effect as if they were embodied in this Act, and copies thereof under the seal and purporting to be signed by the secretary or treasurer of the said corporation shall be received as prima facie evidence thereof in all courts of justice.

(p) The board of governors may from time to time invest any funds or money appertaining to the corporation according to the provisions of article 981o of the Civil Code, under the name of "The Barrie Memorial Hospital".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited to twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The head office of the corporation will be in the village of Ormstown, county of Chateauguay, district of Beauharnois.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of March, 1939.

JEAN BRUCHESI,

Under Secretary of the Province.

1786-o

"The Monkland Tennis Club"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1939, to incorporate as a corporation without share capital: John Foster Chisholm, Hamilton Larratt Smith, George Miller Hyde, and James Penrose Anglin, advocates, Frank Wright, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

1. To organize, promote and manage a social and athletic club for the recreation of its members and for the encouragement and promotion of social activities, sports and athletics generally and for such purposes to hold meetings, tournaments, competitions, exhibitions, plays and public entertainment and social functions of various sorts;

2. To make and adopt rules, regulations and by-laws for the management of the said association, the initiation, discipline and expulsion of

Notary

pulsion des membres, l'imposition et la perception des cotisations, l'élection et la nomination des directeurs et autres officiers et la détermination des devoirs de leurs charges, le contrôle et la protection des argents et autres biens de l'association et pour toutes autres choses se rapportant aux intérêts de club, et de temps à autre modifier, annuler, révoquer ou varier les dits règlements, règles et réglementations ou l'un quelconque d'iceux;

3. Aménager une maison de club et/ou autres édifices et terrains qui peuvent être nécessaires pour les fins d'exécuter les objets du club et offrir aux membres en rapport avec ceux, tous les droits, privilèges et convenances habituellement offerts par un club;

4. Conclure des conventions avec les autorités municipales, provinciales, fédérales, locales ou autres dans l'intérêt du club ou de ses membres et obtenir des dites autorités tous privilèges, droits, concessions ou permis pour le bénéfice du club;

5. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir toutes propriétés immobilières ou mobilières pour le bénéfice du club et aliéner, hypothéquer, louer ou autrement disposer ou négocier les dites propriétés;

6. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements et autres effets négociables;

7. Placer et attribuer les deniers du club qui ne sont pas immédiatement requis pour l'administration des affaires du club, de la manière qui sera de temps à autre déterminée par le bureau de direction;

8. Faire toutes les autres choses, incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets en vertu desquels la constitution en corporation est demandée, sous le nom de "The Monkland Tennis Club";

9. La corporation sera administrée par un bureau de neuf directeurs qui seront élus à la première assemblée générale des membres;

10. Aucun des pouvoirs accordés ne permettra les jeux de hasard, jeux de chance ou les jeux d'habileté et de hasard mixtes, sous le nom de "The Monkland Tennis Club".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trente-unième jour de mars 1939.

JEAN BRUCHESI,

1775

Sous-secrétaire de la Province.

members, the imposition and collection of fees, the election and appointment of directors and other officers and the specification of their duties, the control and protection of the association's moneys and other properties and for all other matters affecting the interests of the club, and from time to time to alter, appeal, rescind or vary such by-laws, rules and regulations, or any of them;

3. To provide a club house and/or other buildings and grounds as may be desirable for the purpose of carrying out the objects of the club and to afford the members in respect thereof all the rights, privileges and conveniences usually afforded by the club;

4. To enter into agreements with municipal, provincial, federal, local or other authorities in the interests of the club or its members and to obtain from such authorities any privileges, rights, concessions or licenses for the benefit of the club;

5. To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire any immoveable or moveable property for the benefit of the club and to alienate, hypothecate, lease or otherwise dispose of or deal with such property;

6. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading and other negotiable instruments;

7. To invest and deal with the moneys of the club not immediately required for the management of the affairs of the club in such manner as from time to time may be determined by the board of directors;

8. To do all other things whether incidental or conducive to the attainment of the objects under which incorporation is sought under the name of "The Monkland Tennis Club";

9. The corporation shall be managed by a board of nine directors to be elected at the first general meeting of members;

10. None of the powers granted shall authorize gambling games, games of chance or games of skill and chance mixed, under the name of "The Monkland Tennis Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited to the sum of fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The head office of the corporation will be at the city and district of Montréal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of March, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1776-o

Under Secretary of the Province.

"The Studio of Cookery Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour d'avril 1939, constituant en corporation: Charles-Trenholme Ballantyne, David Ross McMaster et George Robert Whitley Owen, avocats, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer, maintenir et exploiter les opérations d'une école culinaire pour l'instruction, l'étude et la connaissance de l'art culinaire, la préparation des aliments, menus et diètes de toutes sortes et diriger des classes dans l'art et la pratique de cet art culinaire;

"The Studio of Cookery Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1939, incorporating: Charles Trenholme Ballantyne, David Ross McMaster and George Robert Whitley Owen, advocates, all of the city of Montréal, in the province of Québec, for the following purposes:

1. To carry on, maintain and operate the business of a cooking school, for the instruction, the study and the knowledge of culinary art, the preparation of foods, menus and diets of all kinds and to conduct classes in the art and practice of cooking;

2. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

4. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour l'une quelconque des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

5. Fusionner la compagnie, conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

6. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions, débiteures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les vendre ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec tout gouvernement ou autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir du dit gouvernement ou des dites autorités tous droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirables d'obtenir, et exercer, exécuter les dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Etablir et supporter ou aider à l'établissement et au support d'associations, institutions, caisses, fidéicommiss et convenances susceptibles de profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires, ou les parents de ces dites personnes ou ceux dont ils sont les soutiens, et accorder des pensions et allocations, et payer des primes d'assurances pour eux, et souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins charitables ou de bienfaisance ou pour toutes expositions, ou pour tous objets publics, généraux ou utiles, le tout sujet à l'assentiment du surintendant des assurances de la province de Québec;

2. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

3. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities or any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

4. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

5. To amalgamate or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

6. To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

7. To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent object, or for any exhibition of for any public, general or useful object, the whole subject to the consent of the Superintendent of Insurance of the Province of Quebec;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquiescer ou d'assumer la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquiescer et détenir, vendre ou autrement faire le commerce de toutes propriétés réelles et personnelles et tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations et particulièrement tous terrains, édifices, immunités, machinerie, matériel et fonds de commerce;

11. Construire, améliorer, entretenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler toutes routes, chemins, voies d'évitement ou embranchements, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, usines électriques, boutiques, magasins et autres travaux et convenances sur les propriétés de la compagnie ou sur celles qu'elle contrôle, pour les seules fins de son commerce ou industrie, et qui sembleront de nature à promouvoir directement ou indirectement les intérêts de la compagnie, et contribuer, subventionner ou autrement aider ou prendre part à la construction, l'amélioration, l'entretien, l'exécution, l'administration, l'exercice et le contrôle d'iceux;

12. Prêter des deniers à toute autre compagnie ou à toute société, firme ou personnes, ayant des relations d'affaires avec la compagnie ou avec lesquelles la compagnie projette d'avoir des relations d'affaires ou à toute autre compagnie dont les actions sont détenues par la compagnie;

13. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

14. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

15. Demander, obtenir, acquiescer par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit, ou privilège, qu'aucun gouvernement ou autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, les aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, débetures ou autres valeurs et biens quelconques de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

16. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays ou endroit étranger, et désigner les personnes conformément aux lois de ce dit pays ou endroit étranger pour représenter la compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

17. Rémunérer toute autre compagnie, ou toute société, firme ou personne pour services rendus, ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie ou toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou au sujet de l'organisation, de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

18. Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement, toute autre compagnie avec laquelle la compagnie pourrait

9. To purchase any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire, and otherwise acquire and hold, sell or otherwise deal with any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock-in-trade;

11. To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, bridges, reservoirs, water-courses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences on the property of the company or on that under its control for the sole purposes of its commerce and industry and which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

12. To lend money to any other company, or any society, firm or person, having dealings with the company or with whom the company proposes to have dealings or to any other company any of whose shares are held by the company;

13. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

14. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

15. To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

16. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country or place to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

17. To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

18. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have

avoir des relations d'affaires ou dont les actions, débiteures ou autres obligations sont détenues par la compagnie et garantir l'exécution et l'accomplissement de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et particulièrement garantir le remboursement du capital et les intérêts sur les débiteures ou autres valeurs, hypothèques, et obligations de toute telle compagnie;

19. Prendre les moyens jugés nécessaires pour faire connaître les produits de la compagnie, et particulièrement par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt et par la publication de livres et revues périodiques;

20. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

21. Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie ou de tous services rendus à la compagnie;

22. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement toutes propriétés ou biens de la compagnie y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débiteures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie, ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner; pourvu que telle distribution soit faite dans le but de permettre à la compagnie d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de cette Loi, ou que telle distribution, à part les dispositions de ce paragraphe, aurait été légale si elle eut été faite en deniers comptants;

23. Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou l'une quelconque des dépenses incidentes ou connexes à sa formation et à son organisation ou que la compagnie peut considérer comme préliminaires;

24. Etablir des agences et succursales;

25. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

26. Demander, promouvoir et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, réglementation ou autre autorisation ou décret qui semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie; s'opposer à toutes procédures ou demandes qui sembleront directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

27. Prendre ou détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat, ou toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie de quelque nature que ce soit vendus par la compagnie, ou tous argents dus à la compagnie des acheteurs ou autres et vendre ou autrement aliéner les dits gages, hypothèques, privilèges et charges;

28. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées, comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

29. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "The Studio of Cookery Inc.", avec un capital-total de quinze mille dol-

business relations or any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

19. To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest and by publication of books and periodicals;

20. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

21. To issue and allot fully or partly paid shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company or any services rendered to the company;

22. To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures, or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have power to dispose; provided either that such distribution is made for the purpose of enabling the company to surrender its charter under the provisions of this Act, or that such distribution, apart from the provisions of this paragraph, would have been lawful if made in cash;

23. To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

24. To establish agencies and branches;

25. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

26. To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

27. To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

28. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

29. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "The Studio of Cookery Inc.", with a total capital stock of fifteen thou-

lars (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce premier jour d'avril 1939.

JEAN BRUCHESI,

1777

Sous-secrétaire de la Province.

"Thrift Shoe Rebuilders Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-unième jour de mars 1939, constituant en corporation: Ben Bernstein, conseil en loi du Roi, Louis-Henry Rohrliek, avocat, et Bertha Mendelson, sténographe, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce de manufacturiers et négociants de bottes, souliers, chaussures, mitaines, gants et articles en cuir, de toutes sortes et toutes choses en cuir et autres matériels s'y rapportant, et manufacturer, acheter, vendre et autrement faire le commerce d'effets, articles et marchandises et tous effets et marchandises qui peuvent être avantageusement manufacturés, vendus et négociés en rapport avec iceux;

2. Faire le commerce de réparation de chaussures et la réfection de chaussures, et manufacturer, négocier et vendre des crépins, outillage de cordonniers et toutes sortes d'accessoires;

3. Teindre, nettoyer, embellir, rénover et réparer toutes sortes de draps, tissus, marchandises, matériels et articles et exercer le commerce de teinturerie et nettoyage en général;

4. Laver, repasser, tordre et presser toutes sortes de vêtements, fournitures de maison et autres articles;

5. Emmagasiner toutes sortes de biens meubles moyennant rémunération et en garantissant le remboursement sur paiement de la valeur;

6. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de toute industrie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie, avec ensemble tous édifices, machineries, fonds de commerce, clientèle et biens en général; assumer la totalité ou une partie quelconque des engagements de la dite industrie et les payer en tout ou en partie en obligations, débetures ou actions entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie, et les vendre, louer ou autrement en disposer de la totalité ou d'une partie quelconque d'iceux;

8. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucune industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou de la fusion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et faire des avances des deniers, garantir les contrats ou

sand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of April, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1778-o

Under Secretary of the Province.

"Thrift Shoe Rebuilders Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March, 1939, incorporating: Ben Bernstein, one of His Majesty's Counsel learned in the law, Louis Henry Rohrliek, advocate, and Bertha Mendelson, stenographer, spinster of the full age of majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of manufacturers of and dealers in boots, shoes, footwear, mitts, gloves and leather goods of all kinds and all things incidental thereto of leather and other materials, and to manufacture, purchase, sell and otherwise deal in all such goods, wares and merchandise and all goods and merchandise which can advantageously be manufactured, sold and dealt in in conjunction therewith;

2. To carry on the business of shoe repairing and shoe rebuilding, and manufacture, deal in and sell findings, shoemakers' supplies and all kinds of accessories;

3. To dye, clean, embellish, renovate and repair all kinds of cloth, fabrics, goods, materials and articles and carry on the business of general dyeing and cleaning;

4. To wash, iron, mangle, and press all kinds of wearing material, household furnishings and other articles;

5. To store all kinds of moveable property for remuneration and guarantee the return thereof on payment of the value;

6. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

7. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the Company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally, to assume in whole or in any part the liabilities of any such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the Company, and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

9. To enter into any arrangements for sharing of profits or union of interest with any person or Company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to carry on or engage in, and to make advances to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person

autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou autrement en disposer;

10. Se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de la compagnie;

11. Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des propriétés et entreprises de la compagnie pour la considération qui sera convenue, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute compagnie en faisant l'acquisition;

12. Vendre, embellir, administrer, développer, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

13. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

14. Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou les intérêts en iceux avec ensemble tous édifices ou bâtiments qui peuvent être sur les dits terrains ou sur l'un quelconque d'iceux, et vendre, louer, échanger, hypothéquer ou autrement aliéner la totalité ou une partie des dits terrains et tous ou l'un quelconque des édifices ou bâtiments qui sont présentement ou qui pourront être dans la suite sus-érigés, et prendre les garanties d'iceux qui seront jugées nécessaires;

15. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Thrift Shoe Rebuilders Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mars, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1779 Sous-secrétaire de la Province.

or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold or otherwise deal with the same;

10. To amalgamate with any other company having objects similar to those of this Company;

11. To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of, in whole or in part the property and undertaking of the Company, for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same;

12. To sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the Company;

13. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

14. To purchase, lease, take in exchange, or otherwise acquire lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange, mortgage or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary;

15. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Thrift Shoe Rebuilders Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirty-first day of March, 1939.

JEAN BRUCHESI,

1780-o Under Secretary of the Province.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Consumers Glove Company Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du trentième jour de mars 1939, à la compagnie "Consumers Glove Company Limited", ratifiant un règlement, augmentant son capital, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions de la compagnie "Consumers Glove Company Limited" soit augmenté à \$40,000.00, consistant en trois cent actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, et deux mille actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5.00 chacune, les deux cent nouvelles actions privilégiées auront les mêmes préférences, restrictions et conditions y attachées que les cent actions privilégiées déjà émises, à savoir, les dites actions donneront droit aux porteurs d'icelles à un dividende privilégié, cumulatif, fixe au taux de $5\frac{1}{2}\%$ par année, le dit capital prenant rang dans une ventilation relativement au montant payé sur icelles dans le temps, et tous dividendes accrûs, déclarés ou non, avec priorité sur les actions ordinaires, les dits porteurs d'actions

Supplementary Letters Patent

"Consumers Glove Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1939, to the company "Consumers Glove Company Limited", ratifying a by-law, increasing its capital, as follows, to wit:

That the capital stock of Consumers Glove Company Limited be increased to \$40,000.00, consisting of three hundred preferred shares having a par value of \$100.00 each, and two thousand common shares having a par value of \$5.00 each, the new two hundred preferred shares to have the same preferences, restrictions and conditions attached thereto as the one hundred preferred shares already issued, namely, the said shares shall entitle the holders thereof to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of $5\frac{1}{2}\%$ per annum, said stock to rank in a winding-up in respect of the amount for the time being paid up thereon, and any dividends accrued thereon, whether declared or not, in priority to the common shares, such holders not to be

n'auront pas droit à toute participation additionnelle dans les profits ou surplus des biens, ni n'auront droit de vote excepté, sur une résolution, pour la ventilation volontaire de la compagnie, pourvu que telles actions privilégiées, ou aucune partie d'icelles, soient rachetables au gré de la compagnie, en payant au dit porteur ou dits porteurs, en argent, un montant égal, dans chaque cas, à la considération reçue par la compagnie pour l'action ou les actions ainsi rachetées, avec ensembles tous dividendes payables sur icelles, déclarés ou non, ou dans l'alternative en convertissant les dites actions privilégiées en actions ordinaires de la compagnie pour le même montant, et en payant au porteur ou aux porteurs d'icelles tous dividendes payables sur icelles, déclarés ou non.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce trentième jour de mars 1939.

JEAN BRUCHESI,
1787 Sous-secrétaire de la Province.

entitled to any further participation in profits or surplus assets, nor to be entitled to vote except on a resolution for the voluntary winding-up of the company, provided that such preferred shares, or any part thereof, shall be redeemable at the option of the company by paying to such holder or holders in cash an amount equal, in each case, to the consideration received by the company for the share or shares so redeemed, together with any dividends payable thereon, whether declared, or not, or in the alternative by converting the said preference shares into common stock of the company of the same amount and by paying to the holder or holders thereof any dividends payable thereon, whether declared or not.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of March, 1939.

JEAN BRUCHESI,
1788-o Under Secretary of the Province.

"Simak & Myers Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 48 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du troisième jour d'avril 1939, à la compagnie "Simak & Myers Limited", ratifiant un règlement, réduisant son capital, comme suit, à savoir:

Que la compagnie réduise son capital autorisé de \$49,000.00 à \$13,000.00 annulant ainsi \$36,000.00 du capital autorisé dont \$1,000.00 représenteront les actions non-émises du capital et \$35,000.00 représenteront les actions du capital émises et payées, perdues et ne représentant pas davantage les biens disponibles; que cette réduction devra être effectuée en réduisant, changeant et amendant les 490 actions du capital-actions de la compagnie à \$100.00 l'action à 130 actions, et que le président de la compagnie, M. Solomon Simak, soit et il est par les présentes autorisé à faire une demande pour des lettres patentes supplémentaires confirmant le dit règlement.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour d'avril 1939.

JEAN BRUCHESI,
1789 Sous-secrétaire de la Province.

"Simak & Myers Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 48 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1939, to the company "Simak & Myers Limited", ratifying a by-law, reducing its capital as follows, to wit:

That the company reduce its authorized capital from \$49,000.00 to \$13,000.00 thereby cancelling \$36,000.00 of the authorized capital of which \$1,000.00 will represent unissued capital shares and \$35,000.00 will represent issued and paid up capital shares lost and no longer representing available assets; that this reduction is to be effected by reducing, changing and amending the 490 shares of the capital stock of the company at \$100.00 per share to 130 shares, and that the president of the company, Mr. Solomon Simak, be and is hereby authorized to execute an application for supplementary letters patent confirming the within by-law.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of April, 1939.

JEAN BRUCHESI,
1790-o Under Secretary of the Province.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 278. Dame Aldea Desrosiers, de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Ernest O. Brunelle, menuisier des mêmes lieux et endroits, demanderesse; vs le dit Ernest O. Brunelle, menuisier du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 13e jour d'avril 1939.

Sweetsburg, ce 13e jour d'avril 1939.

Le procureur de la demanderesse,
1791-o GEO.-H. DUREAULT.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 278. Aldea Desrosiers, of Granby, district of Bedford, wife common as to property of Ernest O. Brunelle, carpenter, of the same place, plaintiff; vs the said Ernest O. Brunelle, carpenter, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been entered in this case on the 13th day of April 1939.

Sweetsburg, this 13th day of April 1939.

GEO. H. DUREAULT,
1792-o Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, No 6448. Dame Valida Vincent, de la cité et du district de Joliette, épouse commune en biens de Joseph-Emile Marien, du village de L'Epiphanie, dans le district de Joliette,

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 6448. Dame Valida Vincent, of the city and district of Joliette, wife common as to property of Joseph-Emile Marien, of the village of L'Epiphanie, in the district of Joliette, plaintiff.

demanderesse; vs le dit Joseph-Emile Marien, du village de l'Épiphanie, dans le district de Joliette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11ème jour d'avril 1939.

Joliette, 11 avril 1939.

Le procureur de la demanderesse,
1793-0 GUY GUIBAULT.

iff; vs the said Joseph-Emile Marien, of the village of L'Épiphanie, in the district of Joliette, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 11th day of April, 1939.

Joliette, April 11th, 1939.

GUY GUIBAULT,
1794 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Dans la Cour Supérieure. No 38,374. Dame Marie-Jeanne Darveau, de la cité de Québec, veuve de Noé Roy, en son vivant journalier de la cité de Québec, et épouse en secondes noces, sous le régime de la communauté de biens, de Joseph Denis, agent vendeur et ancien gantier, de la cité de Québec, demanderesse; vs Joseph Denis, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quinzième jour de mars, mil neuf cent trente-neuf.

Québec, 17 avril, 1939.

Les procureurs de la demanderesse,
1817-0 BIENVENUE & LACROIX.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, In the Superior Court. No. 38,374. Dame Marie-Jeanne Darveau, of the city of Quebec, widow of Noé Roy, in his lifetime labourer, of the city of Quebec, and by a second marriage, wife common as to property, of Joseph Denis, salesman agent and former glove maker, of the city of Quebec, plaintiff; vs Joseph Denis, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the fifteenth day of March, nineteen hundred and thirty nine.

Quebec, April 17th, 1939.

BIENVENUE & LACROIX,
1818 Attorneys for the Plaintiff.

Avis divers

ANGLO-NORWEGIAN HOLDINGS LIMITED

Règlement II-D

Le nombre des directeurs de cette compagnie est par les présentes diminué de huit (8) à sept (7) et le règlement No II de la compagnie tel qu'amendé par les Règlements Nos II-A et II-B, est par les présentes, de nouveau amendé en en retranchant le mot "huit" où il apparaît dans le dit Règlement et y substituant le mot "sept".

La rémunération des directeurs de cette compagnie est par les présentes changée de mille dollars (\$1,000.00) par année pour chaque directeur à mille deux cent cinquante dollars (\$1,250.00) par année pour chaque directeur, à compter du 1er jour de janvier 1939, et le règlement No II, tel qu'amendé par le Règlement No II-C est par les présentes de nouveau amendé en en retranchant les mots et chiffres "mille dollars (\$1,000.00) par année pour chaque directeur" où ils apparaissent dans le dit règlement, et en y substituant les mots et chiffres "mille deux cent cinquante dollars (\$1,250.00) par année pour chaque directeur, à compter du 1er janvier 1939".

Certifié copie conforme.

Montréal, le 22 mars 1939.

Le directeur, Le secrétaire,
C. S. RICHARDSON, A. H. LANG.
1795

La formation d'une société sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 27", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du onze avril 1939.

Le siège principal de la société est à Chicoutimi, 10½ Ave Morin, Immeuble des Syndicats Catholiques.

JEAN BRUCHESI,
1797-0 Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notices

ANGLO-NORWEGIAN HOLDINGS LIMITED

By-Law No. II-D

The number of Directors of this Company is hereby decreased from eight (8) to seven (7) and By-Law No. II of the Company, as amended by By-Laws Nos. II-A and II-B, is hereby further amended by deleting therefrom the word "eight" where it appears in such By-Law and by substituting therefor the word "seven".

The remuneration of the Directors of this Company is hereby altered from One Thousand Dollars (\$1,000) per annum for each Director to One Thousand, Two Hundred & Fifty Dollars (\$1,250) per annum for each Director as and from the 1st of January, 1939, and By-Law No. II, as amended by By-Law No. II-C, is hereby further amended by deleting therefrom the words and figures "One Thousand Dollars (\$1,000) per annum for each Director" where they appear in such By-Law, and by substituting therefor the words and figures "One Thousand, Two Hundred & Fifty Dollars (\$1,250) per annum for each Director as and from the 1st of January, 1939".

Certified true copy,

Montreal, March 22nd, 1939.

C. S. RICHARDSON, A. H. LANG,
Director, Secretary.
1796-0

The formation of an association under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 27", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province on the eleventh of April, 1939.

The principal place of business of the association is at Chicoutimi, 10½ Morin Avenue, Immeuble des Syndicats Catholiques.

JEAN BRUCHESI,
1798 Under Secretary of the Province.

WOLFE CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

Règlement No 25

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce et qu'elle a pourvu à toutes ses dettes et obligations et qu'elle les a protégées; Qu'il soit en conséquence résolu que la compagnie distribue ses biens entre les actionnaires.

Adopté.

Certifié copie conforme,

1799 Le secrétaire,
BERNARD WOLFE.

WOLFE CONSTRUCTION COMPANY LIMITED

By-law No. 25

Whereas the company has ceased to carry on business and all its debts and obligations have been provided for and protected; Be it therefore resolved that the company do distribute its assets amongst the shareholders.

Carried.

Certified true copy,

1800-o BERNARD WOLFE,
Secretary.

WOLFE REALTIES INC.

Règlement No 22

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce et qu'elle a pourvu à toutes ses dettes et obligations et qu'elle les a protégées; Qu'il soit en conséquence résolu que la compagnie distribue ses biens entre les actionnaires.

Adopté.

Certifié copie conforme,

1801 Le secrétaire,
FRED WOLFE.

WOLFE REALTIES INC.

By-law No. 22

Whereas the company has ceased to carry on business and all its debts and obligations have been provided for and protected; Be it therefore resolved that the company do distribute its assets amongst the shareholders.

Carried.

Certified true copy,

1802-o FRED WOLFE,
Secretary.

La formation d'une société sous le nom de Syndicat des Tailleurs de Gants de Travail de Montréal, pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le secrétaire de la Province, en date du vingt-sept mars 1939.

Le siège principal de la société est à Montréal.

1807-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

The formation of an association under the name of "Syndicat des Tailleurs de Gants de Travail de Montréal", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the twenty-seventh day of March, 1939.

The principal place of business of the association is at Montreal.

1808 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné que "The Carter's Ink Company", autorisée à faire des affaires dans cette province, a nommé par nouvelle procuration M. Charles-Edouard Beaudry, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son bureau-chef d'affaires à 4501 rue Drolet, Montréal, P.Q.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce douzième jour d'avril 1939.

1813-o JEAN BRUCHESI,
Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that "The Carter's Ink Company", authorized to do business in this Province, has appointed by new power of attorney Mr. Charles Edouard Beaudry, of the City of Montreal, its principal agent, with its head office at 4501 Drolet Street, Montreal, P.Q.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of April, 1939.

1814 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Bureau-chef

Chief Office

"SUTTON MANUFACTURERS LIMITED"

"SUTTON MANUFACTURERS LIMITED"

Avis est donné par ces présentes que "Sutton Manufacturers Limited" incorporée par Lettres-Patentes accordée sous L'Acte des Compagnies de Québec, le 1er mars 1939, a établie son bureau-chef dans le Village de Sutton, district de Bedford.

A partir de, et après la date de cet avis, le bureau ci-haut mentionné sera considéré par la Compagnie comme étant le bureau-chef de la Compagnie.

Daté à Sutton, ce seizième jour de mars 1939.

1803-o Le président,
A. J. DARRAH.

Notice is hereby given that "Sutton Manufacturers Limited" incorporated by Letters-Patent granted under the Quebec Companies' Act, on the 1st. day of March, 1939, has established its head-office at the Village of Sutton, district of Bedford.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head-office of the Company.

Dated at Sutton, this sixteenth day of March, 1939.

1804-o A. J. DARRAH,
President.

Chartes:—Abandon de

Avis est donné que la compagnie Gamelin-Mercier Ltée constituée en corporation le 14 mars 1938 demandera la permission d'abandonner sa charte à elle accordée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, Canada, 12 avril, 1939.

Le secrétaire,
1805-o WILFRID GAMELIN.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne.

CERCLE SAINT-ANTOINE LIMITÉ

Avis est par les présentes donné que le Cercle Saint-Antoine Limité, dûment incorporé par lettres patentes en vertu de la loi des compagnies de Québec et ayant son principal bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jérôme, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Jérôme, ce 17 avril 1939.

CERCLE SAINT-ANTOINE LIMITÉ,
Par le secrétaire,
1833-o GUSTAVE LEONARD.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne.

LA CIE DE FINANCE DE SAINT-JÉRÔME LIMITÉE

Avis est par les présentes donné que la Cie de Finance de Saint-Jérôme Limitée, dûment incorporée par lettres patentes en vertu de la loi des compagnies de Québec et ayant son principal bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jérôme, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Saint-Jérôme, ce 18 avril 1939.

LA CIE DE FINANCE DE SAINT-JÉRÔME LTÉE,
Par le secrétaire,
1835-o GUSTAVE LEONARD.

Département de l'Instruction publique

No 420-39

Québec, le 6 avril, 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire de Baie-Trinité", dans le comté de Saguenay, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Subdivision ouest de Baie Trinité jusqu'à la Pointe à Poulin (à 2½ milles) dans le canton De Monts, et la subdivision est de Baie Trinité dans le canton De Monts et une partie du canton Royer, jusqu'aux îlets caribou inclusivement.

1747-15-2-o

No 1084-34

Québec, le 6 avril, 1939.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-Baptiste, dans le comté de Mégantic, les lots Nos 238, 239, 240 du cadastre officiel de St-Pierre-Baptiste et de les annexer à la municipalité scolaire d'Inverness, même comté.

1749-15-2-o

Charters:—Surrender of

Notice is given that the company Gamelin-Mercier Ltée incorporated by charter dated 14th March 1938 and granted in virtue of the first part of Act respecting the companies of Québec will ask permission to surrender its said charter.

Montreal, Canada, 12th April 1939.

WILFRID GAMELIN,
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne.

CERCLE SAINT-ANTOINE LIMITÉ

Notice is hereby given that "Cercle Saint-Antoine Limité", duly incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, and having its principal place of business in the Town of Saint-Jérôme, will apply for leave to surrender its charter.

Saint-Jérôme, April 17th, 1939.

CERCLE SAINT-ANTOINE LIMITÉ,
per GUSTAVE LEONARD,
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne.

LA CIE DE FINANCE DE SAINT-JÉRÔME LIMITÉE

Notice is hereby given that the company "La Cie de Finance de Saint-Jérôme Limitée", duly incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act and having its head office in the town of Saint Jérôme, will apply for leave to surrender its charter.

Saint Jérôme, this 18th April, 1939.

LA CIE DE FINANCE DE SAINT-JÉRÔME LTÉE,
per GUSTAVE LEONARD,
Secretary.

Department of Public Instruction

No. 420-39

Quebec, April 6th, 1939.

Application is made to erect into a separate School Municipality, under the name of "The School Municipality of Baie-Trinité", in the County of Saguenay, the territory hereinbelow described, namely:

The subdivision west of Baie Trinité to Pointe à Poulin (at 2½ miles) in the township of De Monts, and the subdivision east of Baie Trinity in the township of De Monts and a part of the township of Royer, to the Caribou islets inclusively.

1748-15-2

No. 1084-34

Quebec, April 6th, 1939.

Application is made to detach from the School Municipality of St-Pierre-Baptiste, in the County of Mégantic, lots Nos. 238, 239, 240 of the official cadastre of St-Pierre-Baptiste and to annex them to the School Municipality of Inverness, same County.

1750-15-2

No 408-39

Québec, le 3 avril, 1939.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de la municipalité scolaire de "St-Maurice-de-Dalquier", dans le comté de l'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Dans le canton de Dalquier, les lots 52 à la limite est du canton dans les rangs I, II, III, rang IV, les lots situés à l'est de la Rivière Harricana jusqu'aux limites est de ce rang. Ce territoire ne fait partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée.

Les lots 42 à la limite est du même canton, dans les rangs V, VI, 51 à la limite est dans le rang VII, 48 à la limite est dans les rangs VIII et IX, 49 à la limite est dans le rang X. Les lots 1 à 15 inclusivement des rangs IV à VIII inclusivement, 1 à 13 inclusivement du rang IX, 1 à 8 inclusivement, tous du canton Duvernay. Les lots compris entre le Lac Obalski jusqu'au lot No 8 inclusivement. Ce territoire devra être détaché de la municipalité scolaire de Dollard. 1751-15-2-o

No 199-39

Québec, le 19 avril, 1939.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-André-d'Acton, dans le comté de Bagot, le lot No 314 du cadastre officiel de St-André-d'Acton, et de l'annexer à la municipalité scolaire d'Acton, même comté.

1831-16-2-o

No. 408-39

Quebec, April 3, 1939.

Application is made to erect into a separate School Municipality under the name of the School Municipality of "St-Maurice-de-Dalquier", in the County of Abitibi, the territory hereinbelow described, namely:

In the township of Dalquier, lots 52 to the east limit of the township in ranges I, II, III; range IV, the lots situate east of the Harricana River to the east limits of the said range. The said territory forms part of no already organized school municipality.

Lots 42 to the east limit of the same township, in ranges V, VI, 51 to the east limit of range VII, 48 to the east limit in ranges VIII and IX, 49 to the east limit in range X. Lots 1 to 15 inclusively of ranges IV to VIII inclusively, 1 to 13 inclusively of range IX, 1 to 8 inclusively, all of the township of Duvernay. The lots comprised between Lake Obalski to lot No. 8 inclusively. This said territory to be detached from the school municipality of Dollard. 1752-15-2

No. 199-39

Quebec, April 19th, 1939.

Application is made to detach from the school municipality of St-André d'Acton, in the county of Bagot, lot No. 314 of the official cadastre for St-André d'Acton, and to annex the same to the school municipality of Acton, same county.

1832-16-2

Liquidation—Avis de

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Lower Canada Investment Company", a passé une résolution, en date du trentième jour de mars 1939, déclarant que les affaires de la compagnie seront liquidées volontairement, que la compagnie sera dissoute, en vertu des dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que M. G. E. McCuaig a été nommé liquidateur de la dite compagnie.

JEAN BRUCHESI,

1837-o

Sous-secrétaire de la Province.

Winding up Notice

Notice is hereby given that the "Lower Canada Investment Company" has passed a resolution dated the thirty first day of March, 1939, declaring that the affairs of the company shall be voluntarily wound up, that the company shall be dissolved pursuant to the provisions of the Act respecting the Voluntary Winding Up of Joint Stock Companies, and that Mr. G. E. McCuaig has been appointed liquidator to the said company.

JEAN BRUCHESI,

1838

Under Secretary of the Province.

Ministère de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Richmond, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Stoke Centre" et que son principal siège d'affaires est à Stoke Centre, comté de Richmond.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 6ème jour d'avril, 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

1809-o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Richmond, under the name of "Société Coopérative Agricole de Stoke Centre", and that its principal place of business is at Stoke Centre, county of Richmond.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 6th day of April, 1939.

ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture.

1810

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Berthier, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de St-Norbert" et que son principal siège d'affaires est à St-Norbert, comté de Berthier.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 18ème jour d'avril 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
1839-o ALBERT RIOUX.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Berthier, under the name of "Société Coopérative Agricole de St-Norbert", and that its principal place of business is at St-Norbert, county of Berthier.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 18th day of April, 1939.

ALBERT RIOUX,
1840 Deputy Minister of Agriculture.

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Papineau, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Thurso" et que son principal siège d'affaires est à Thurso, comté de Papineau.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce 17ème jour d'avril 1939.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
1841-o ALBERT RIOUX.

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the county of Papineau, under the name of "Société Coopérative Agricole de Thurso", and that its principal place of business is at Thurso, county of Papineau.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The minister authorizes the formation of the said association.

Quebec, this 17th day of April, 1939.

ALBERT RIOUX,
1842 Deputy Minister of Agriculture.

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi des Conventions collectives de Travail (1 Geo. VI, chapitre 49, amendée par 2 Geo. VI, chapitre 52), avis est par les présentes donné par l'honorable William Tremblay, Ministre du Travail, que le Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Bois ouvré de Jonquière et Kénogami lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Bois ouvré de Jonquière et Kénogami,

Et, D'AUTRE PART:

Potvin & Bouchard, Enrg.; La Compagnie Noel Gagné Limitée; Thos-Louis Lavoie et Adjutor Bergeron,

soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des industries et des métiers visés suivant les conditions suivantes:

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of section 5 of the Collective Labour Agreements' Act (1 Geo. VI, chapter 49, amended by 2 Geo. VI, chapter 52), notice is hereby given by the Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that "Le Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie de Bois ouvré de Jonquière et Kénogami" has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Bois ouvré de Jonquière et Kénogami",

And, ON THE OTHER PART:

Potvin & Bouchard Enrg.; La Compagnie Noel Gagné Limitée; Thos-Louis Lavoie and Adjutor Bergeron,

be rendered obligatory for the employers and the employees of the industries and the trades concerned according to the following conditions:

I. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale de la présente convention comprend les villes de Jonquière et Kénogami, et un rayon de trois milles de leurs limites.

II. Jurisdiction industrielle: La juridiction industrielle de la présente convention comprend tous les travaux exécutés dans les manufactures de portes, châssis, dans la préparation de bois ouvré et dans les manufactures de cercueils.

III. Durée du travail: La semaine de travail sera de soixante (60) heures, sans limitation quotidienne du travail.

IV. Travail supplémentaire: Tout travail excédant soixante (60) heures par semaine sera considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire et quart par rapport au salaire régulier.

V. Jours chômés: a. Les dimanches seront chômés ainsi que les fêtes suivantes: Le jour de l'An, le jour de Noël, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Fête du Travail.

b. Tout travail exécuté les jours mentionnés au paragraphe précédent sera rémunéré à raison de salaire double par rapport au salaire régulier.

VI. Définitions: Dans la présente convention, les termes suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Le terme "premier homme de boutique" signifie tout homme qui a sous sa direction, la surveillance des travaux et de l'industrie.

b. Le terme "compagnon" signifie celui qui a fait son apprentissage de quatre années.

c. Le terme "apprenti" signifie tout homme ayant pas moins de 16 ans et pas plus de 25 et apte à apprendre son métier.

d. Le terme "aide" signifie toute personne du sexe masculin âgée de pas moins de 16 ans et qui peut aider à tous les genres d'ouvrages connexes à l'industrie.

VII. Apprentissage: La proportion du nombre d'apprentis par rapport à celui des compagnons ne devra pas être supérieure à un apprenti par compagnon jusqu'à concurrence de 4 compagnons; lorsqu'il y aura plus de 4 compagnons, le nombre d'apprentis sera de un apprenti par trois compagnons.

VIII. Taux de salaires: Les taux minima de salaires suivants sont payables pour chacun des métiers ci-dessous mentionnés:

I. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present agreement comprises the towns of Jonquière and Kénogami and a radius of three miles from their limits.

II. Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction of the present agreement comprises all works performed in manufactures of doors, window-sashes, in the preparation of diapered wood and in caskets manufactures.

III. Duration of labour: The duration of labour in a week shall be sixty (60) hours; there shall be no limit to the daily duration of labour.

IV. Overtime work: All work exceeding sixty (60) hours in a week shall be considered as overtime work and paid at the rate of time and one quarter of the regular rate.

V. Holidays: a. There shall be no work on Sundays and on the following holidays: New Year's Day, Christmas Day, Epiphany, Ascension, All Saints' Day, Immaculate Conception and Labour Day.

b. All work performed on the days mentioned in the preceding sub-section shall be paid at the rate of double time based on the regular rate.

VI. Definitions: In the present agreement, the following terms shall have the significance hereinafter given to them:

a. The term "foreman of shop" designates any man who supervises the works and the industry.

b. The term "journeyman" designates the one who made his apprenticeship (4 years).

c. The term "apprentice" designates any man aged 16 and not more than 25, and fit to learn the trade.

d. The term "helper" designates any male employee, not less than 16 years old, who can help in all kinds of work connected with the industry.

VII. Apprenticeship: The proportion of the number of apprentices in regard to that of journeymen shall not exceed one apprentice to each journeyman; when more than 4 journeymen shall be employed, there shall be one apprentice to each three journeymen.

VIII. Rates of wages: The following minimum rates of wages shall be paid to each one of the trades hereinafter mentioned:

Métiers	Salaires horaires	Trades	Hourly rates
Premier homme de boutique.....	\$ 0 50	Foreman of shop.....	\$ 0 50
Compagnon.....	0 40	Journeyman.....	0 40
Apprenti:		Apprentice:	
première année.....	0 10	first year.....	0 10
deuxième année.....	0 15	second year.....	0 15
troisième année.....	0 20	third year.....	0 20
quatrième année.....	0 30	fourth year.....	0 30
Journalier (1er homme de cour).....	0 30	Labourer (yard foreman).....	0 30
Aide.....	0 20	Helper.....	0 20
Mécanicien de machines fixes (homme pré-		Stationery engineman (watchman in the	
posé à la surveillance de la chaufferie)...	0 35	boiler house).....	0 35
Charretier avec cheval.....	0 40	Carter (horse).....	0 40
Chauffeur de camion.....	0 35	Truck driver.....	0 35

Les commis, en ce qui touche les conditions de travail, seront régis par le décret relatif aux commis et comptables de Jonquière.

The decree relating to clerks and accountants of Jonquière shall govern labour conditions of the clerks hereby covered.

IX. Le comité paritaire chargé de faire appliquer la présente convention devra fixer le salaire de tout employé âgé de plus de 60 ans.

X. Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu, c'est-à-dire qu'il s'agisse de travaux exécutés à forfait (job) ou autrement, et que ce contrat soit intervenu entre un particulier ou un employeur et un salarié, ce dernier a droit à une rémunération en considération du nombre d'heures de travail et du métier exercé, égale à celle à laquelle il aurait droit en vertu du taux de salaire et des dispositions de la présente convention.

XI. Il est convenu, par les présentes, que les salaires des employés permanents actuellement payés, s'ils sont supérieurs aux minima fixés à l'article VIII, resteront des salaires légaux.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,

Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail.

Québec, ce 22 avril 1939.

1811-o

IX. The Joint Committee charged with the enforcement of the present agreement shall determine the wages for all employees older than 60.

X. No matter what form or nature of individual labour contract is entered into, whether the works be executed by the job or otherwise, or whether said contract be entered into between an individual or an employer and an employee, the latter shall be entitled to a remuneration, in regard to the number of hours of labour and to the trade concerned, equal to that to which he would be entitled according to the rate of wages and the provisions of the present agreement.

XI. It is hereby agreed upon that the wages of permanent employees actually higher to the minimum rates specified in section VIII shall remain legal wages.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive objections which interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour.

Quebec, April 22nd, 1939.

1812-o

Minutes de notaires

Notarial Minutes

Québec, ce 23 mars 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Gaston Dufour, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Germaine, comté de Dorchester, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-B.-T. Dufour, en son vivant de Sainte-Germaine, dont M. le notaire Joseph Ernest Langlois, demeurant et pratiquant à Sainte-Justine, comté de Dorchester, en est actuellement le cédant.

JEAN BRUCHESI,

1469-12-5-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, ce dix-neuf avril, 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par arrêté ministériel, en date du dix-sept avril 1939, d'accorder à M. William Manly Bourke, notaire, pratiquant à Montréal, district de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Edward W. H. Phillips, en son vivant notaire pratiquant à Montréal, district de Montréal.

JEAN BRUCHESI,

1819-o Sous-secrétaire de la Province.

Québec, ce dix-neuf avril, 1939.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par arrêté ministériel, en date du dix-sept avril 1939, d'accorder à M. Reginald Meredith, notaire, demeurant et pratiquant à Québec, district de Québec, la transmission des minutes, répertoire

Quebec, March 23rd, 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Gaston Dufour, notary, residing and practising at Sainte Germaine, County of Dorchester, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary J. B. T. Dufour, in his lifetime of Sainte Germaine, of which Mr. Joseph Ernest Langlois, notary, residing and practising at Sainte Justine, County of Dorchester, is, actually, the assignor.

JEAN BRUCHESI,

1470-12-5 Under Secretary of the Province.

Quebec, April nineteenth, 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council, under date the seventeenth of April, 1939, to grant to Mr. William Manly Bourke, notary, practising at Montreal, district of Montreal, the transmission of the minutes, repertory and index of the late Edward W. H. Phillips, in his lifetime notary practising at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHESI,

1820 Under Secretary of the Province.

Quebec, April nineteenth, 1939.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased by Order in Council under date the seventeenth of April, 1939, to grant to Mr. Reginald Meredith, notary, residing and practising in Quebec, district of Quebec, the transmission of the minutes, reper-

et index de feu Edward Graves Meredith, en son vivant notaire pratiquant à Québec, district de Québec.

JEAN BRUCHESI,
1821-o Sous-secrétaire de la Province.

tory and index of the late Edward Graves Meredith, in his lifetime notary practising in Quebec, district of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
1822 Under Secretary of the Province.

Soumissions

Province de Québec, District de Beauharnois

CITÉ DE SALABERRY DE VALLEYFIELD

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la cité de Salaberry de Valleyfield", seront reçues au bureau du soussigné, en l'hôtel-de-ville, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le mercredi, le dixième jour de mai 1939, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de trente mille dollars (\$30,000.00) de la cité de Salaberry de Valleyfield, portant intérêt au taux de quatre pour cent (4%) ou de trois et demi pour cent (3½%) l'an, payable semi-annuellement le premier novembre et le premier mai de chaque année.

Ces obligations seront datées du 1er jour de mai 1939, et sont émises en vertu du règlement No 383, dûment approuvé suivant la Loi.

Le capital et les intérêts semi-annuels seront payables au bureau du Trésorier de la Cité de Salaberry de Valleyfield, en l'hôtel-de-ville, ou au bureau de la Banque Provinciale du Canada, à Valleyfield, ou au bureau-chef de la même banque, à Montréal. Les dites obligations seront de la dénomination de \$500.00 ou de \$1,000.00, au choix de l'acquéreur, pourront être enregistrées quant au capital et seront remboursables comme suit:

CINQ CENTS PIASTRES à chaque premier mai des années 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1948, 1949 et 1950;

MILLE PIASTRES à chaque premier mai des années 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959 et 1960;

MILLE CINQ CENTS PIASTRES à chaque premier mai des années 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967;

DEUX MILLE PIASTRES à chaque premier mai des années 1968 et 1969;

Des prix séparés seront considérés pour des obligations portant intérêt au taux de 4% ou 3½% l'an.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission. Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

La Cité de Salaberry de Valleyfield se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions produites.

Salaberry de Valleyfield, ce 17ième jour du mois d'avril 1939.

1815-o Le greffier de la cité,
CHARLES CODEBECQ.

Tenders

Province of Quebec, District of Beauharnois

CITY OF SALABERRY DE VALLEYFIELD

Public Notice is hereby given that sealed tenders, and endorsed "Tender for bonds of the city of Salaberry de Valleyfield", will be received at the city clerk's office, in the city-hall, until four o'clock in the afternoon, on Wednesday, the tenth day of May, 1939, for the purchase of an issue of bonds for thirty thousand dollars (\$30,000.00) of the city of Salaberry de Valleyfield, bearing interest at the rate of four per cent (4%) or three and a half per cent (3½%) per annum, payable semi-annually on the 1st of November and the 1st of May of each year.

These bonds will be dated from the 1st day of May, 1939, and are issued under by-law No. 383, duly approved according to law.

The capital and the semi-annual interest will be payable at the office of the Treasurer of the city of Salaberry de Valleyfield, in the city-hall, or at the office of the Provincial Bank of Canada, at Valleyfield, or at the head-office of the same bank, in Montreal. The said bonds will be issued in denominations of \$500.00 or \$1,000.00 at the purchaser's option, will be registerable as to principal and redeemable as follows:

FIVE HUNDRED DOLLARS on each first day of May of the years 1940, 1941, 1942, 1943, 1944, 1945, 1946, 1947, 1948, 1949 and 1950;

ONE THOUSAND DOLLARS on each first day of May of the years 1951, 1952, 1953, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1959 and 1960;

ONE THOUSAND FIVE HUNDRED DOLLARS on each first day of May of the years 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967;

TWO THOUSAND DOLLARS on each first day of May of the years 1968 and 1969;

Separate prices will be considered for bonds bearing yearly interest at 4% or 3½%;

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Each tender must specify whether the accrued interest is or not comprised in the price of the tender. Tenders containing conditions other than those herein stipulated shall be rejected.

The City of Salaberry de Valleyfield does not obligate itself to accept the highest nor any of the tenders.

Salaberry de Valleyfield, April 17th, 1939.

1816-o CHARLES CODEBECQ,
City Clerk.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure

District d'Abitibi, } HILL-CLARK-FRAN-
No 5298 } CIS LIMITED, corps
politique dûment incorporé, ayant une place
d'affaires à Bourlamaque, dans le district d'Abitibi, (demandeurs dans l'instance originaire) saisissant; vs STEVE ZELEZNAK, de Val d'Or, (défendeur dans l'instance originaire) saisi; et C.-A. LAFRANCE, de la ville d'Amos, régistrateur.

Comme appartenant au dit défendeur:

Le lot No cent cinquante-huit (158) de la subdivision du lot originaire No deux (2) du canton Fournière ville de Malartic, district d'Abitibi, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la ville de Malartic, VENDREDI, le CINQUIEME jour de MAI 1939, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, ce 29 mars 1939. 1557-13-2-o
[Première publication, 1 avril, 1939].

Cour Supérieure.—District d'Abitibi

No 5306 } LORENZO TURCOT-
TE, manufacturier,
de Pascalis, district d'Abitibi, (Demandeur dans l'instance originaire), saisissant; vs ROMEO TURCOTTE, de Pascalis, (défendeur dans l'instance originaire), saisi; et C.-A. LAFRANCE, de la Ville d'Amos, régistrateur, mis-en-cause.

Comme appartenant au dit défendeur:

Le lot No soixante-deux (62) de la subdivision du lot originaire No cinq (5) tel que désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton Pascalis, village de Pascalis, district d'Abitibi, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Perron, JEUDI, le QUATRIEME jour de MAI 1939, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, ANTONIO BOURBEAU.
Amos, ce 29 mars 1939. 1559-13-2-o
[Première publication, 1er avril 1939]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Bedford

Canada, } AUGUSTIN CHOI-
Province de Québec, } NIERE et al., de-
No 259 } mandeurs; vs ALBERT
J. POMMIER, défendeur; et ORPHA CHOI-
NIERE, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur.

Un lot de terrain connu et décrit aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la cité de Granby, district de Bedford, comme étant le lot numéro deux cent dix-sept (217), mesurant vingt-six pieds de largeur par cent quatre pieds de pro-

SHERIFFS' SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court

District of Abitibi, } HILL-CLARK-FRAN-
No. 5298 } CIS LIMITED, a
body politic and corporate duly incorporated,
having a place of business at Bourlamaque, in
the district of Abitibi, (plaintiff in original suit)
seizing; vs. STEVE ZELEZNAK of Val d'Or,
(defendant in original suit) seized; and C. A.
LAFRANCE, of the town of Amos, registrar.

As belonging to the said defendant:

Lot number one hundred and fifty eight (158) of the subdivision of original lot number two (2) of the township of Fournière, town of Malartic, district of Abitibi—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of the town of Malartic, on FRIDAY, the FIFTH day of MAY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU,

Sheriff's office, Sheriff.
Amos, March 29, 1939. 1558-13-2
[First publication, April 1st, 1939]

Superior Court.—District of Abitibi

No. 5306 } LORENZO TURCOT-
TE, manufacturer, of
Pascalis, district of Abitibi, (Plaintiff in original
suit) seizing; vs ROMEO TURCOTTE, of Pas-
calis, (Defendant in original suit), seized; and
C. A. LAFRANCE, of the Town of Amos,
Registrar, *Mis-en-cause*.

As belonging to the said defendant:

Lot number sixty-two (62) of the subdivision of original lot number five (5) as designated on the official plan and book of reference for the Township of Pascalis, Village of Pascalis, district of Abitibi—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Perron, on THURSDAY, the FOURTH day of MAY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BOURBEAU.

Sheriff's Office, Sheriff.
Amos, this 29th March, 1939. 1560-13-2
[First publication, April 1st, 1939]

BEDFORD

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Bedford

Canada, } AUGUSTIN CHOI-
Province of Québec, } NIERE et al.,
No. 259 } plaintiffs; vs ALBERT
J. POMMIER, defendant; and ORPHA CHOI-
NIERE, curator to the abandonment.

As belonging to the defendant.

A lot of land known and described on the official cadastral plan and book of reference for the City of Granby, district of Bedford, as being lot number two hundred and seventeen (217), measuring twenty-six feet in width by one hun-

fondeur, et borné comme suit: en front par la rue Principale; en arrière au nord, par le terrain de C. W. Miller; à l'ouest par la rue Queen; et à l'est par un passage auquel le défendeur a droit en vertu d'actes antérieurs; le tout avec bâtisses sur ledit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Famille de Granby, en la cité de Granby, dit district, le TROISIEME jour de MAI 1939, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY.
Sweetsburg, Que., 27 mars 1939. 1541-13-2-o
[Première publication, 1er avril 1939]

dred and four feet in depth, and bounded as follows: in front by Main Street; in rear on the north, by the land of C. W. Miller; on the west by Queen Street; and on the east by a passage to which the defendant has a right under previous deeds, the whole with the buildings on the said lot.

To be sold at the parochial church door of the Parish of Sainte-Famille de Granby, in the City of Granby, said district, on the THIRD day of MAY, 1939, at TEN o'clock in the forenoon.

W. FREDERIC KAY,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., March 27, 1939. 1542-13-2
[First publication, April 1st, 1939]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi

Chicoutimi, } **R**OLAND FRADETTE
No 7770 } **R** avocat, des cité et

district de Chicoutimi, demandeur; vs DAME SOPHIE BRASSARD, épouse contractuellement séparée de biens de Liguori Simard, journaliste, de la ville de Bagotville, district de Chicoutimi, défenderesse; et ledit LIGUORI SIMARD, pour autoriser son épouse aux fins des présentes, *mis-en-cause*.

Contre la défenderesse:

Un terrain ou emplacement sis et situé sur le côté nord de la rue Bagot, en la ville de Bagotville, mesurant cinquante pieds de front de l'est à l'ouest sur la rue Bagot sur une profondeur de cent pieds (la profondeur plus ou moins) du sud au nord, compris entre les limites suivantes: en front, au sud, à la rue Bagot; en arrière au nord au terrain appartenant à François Brassard ou ses représentants; d'un côté à l'est à une ligne parallèle et distante de cent trente-six pieds des lots numéros trois cent quarante-deux, et de l'autre côté à l'ouest au terrain appartenant à la ville de Bagotville, ou représentants, lequel terrain fait partie du lot numéro trois cent quarante-trois (ptie 343) du cadastre officiel du village de Bagotville—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Alphonse de Bagotville, MERCREDI, le TROISIEME jour du mois de MAI 1939, à DEUX heures de l'après-midi, heure solaire.

Le shérif,

Bureau du shérif, RENE DELISLE.
Chicoutimi, 29 mars 1939. 1561-13-2-o
[Première publication, 1er avril 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure

District de Chicoutimi, } **J**OSEPH BEAU-
No 7747 } **L**IEU, rentier, domicilié à Kénogami, district de Chicoutimi, demandeur; vs JEAN-EDOUARD RUSSEL, alias JEAN-EDOUARD BEAULIEU, résidant à Kénogami, district de Chicoutimi, défendeur.

1. Un certain lopin de terre de figure irrégulière, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie des lots numéros vingt-quatre-cent-trente-cinq et vingt-quatre-cent-trente-six, (Ptie Nos 24-135 et 24-136), dans le rang trois dudit canton, lequel terrain mesure quarante-quatre pieds de front

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Chicoutimi

Chicoutimi, } **R**OLAND FRADETTE
No. 7770 } **R** advocate, of the city

and district of Chicoutimi, plaintiff; vs DAME SOPHIE BRASSARD, wife separate as to property by marriage contract of Liguori Simard, laborer, of the Town of Bagotville, district of Chicoutimi, defendant; and the said LIGUORI SIMARD, to authorize his wife for the purposes hereof, *mis-en-cause*.

Against the defendant:

A lot of land or emplacement lying and situate on the north side of Bagot street, in the Town of Bagotville, measuring fifty feet in front from east to west on Bagot street by a depth of one hundred feet (the depth more or less) from south to north, comprised within the following limits in front, to the south, by Bagot street; in rear: to the north by the lot of land belonging to François Brassard or his representatives; on one side to the east by a line parallel to and one hundred and thirty-six feet distant from lots numbers three hundred and forty-two, and on the other side to the west by the lot of land belonging to the Town of Bagotville, or representatives, the said lot of land forming part of lot number three hundred and forty-three (Pt. 343) of the official cadastre for the Village of Bagotville—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Alphonse de Bagotville, on WEDNESDAY, the THIRD day of the month of MAY, 1939, at TWO o'clock in the afternoon, (Standard Time).

RENE DELISLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, March 29, 1939. 1562-13-2
[First publication, April 1st, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court

District of Chicoutimi, } **J**OSEPH BEAULIEU,
No. 7747 } **J** annuitant, domiciled at Kenogami, district of Chicoutimi, plaintiff; vs JEAN EDOUARD RUSSEL, alias JEAN EDOUARD BEAULIEU, residing at Kenogami, district of Chicoutimi, defendant.

1. A certain parcel of land of irregular figure, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as forming part of lots numbers twenty-four-one hundred and thirty five and twenty-four-one hundred and thirty six (Pt. Nos. 24-135 and 24-136), in range three of the said township, the said lot of land measuring

pour le côté ouest et vingt-quatre pieds au bout de la profondeur qui est de cinquante et un pieds de l'est à l'ouest pour le côté sud, et quarante-six pieds de l'est à l'ouest, pour le côté nord, et est borné au nord, et à l'est, par le terrain de Monsieur William Pedneault, ou représentants, au sud, par la rue Montcalm, et à l'ouest, par la rue Ste-Famille, avec toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

2. Un certain droit de vue au bénéfice du terrain sus-décrié, et donné en et sur:

Un certain terrain de figure irrégulière, connu et désigné au cadastre officiel des rang et canton susdits, comme formant partie, des lots numéros vingt-quatre-cent-trente-six, et vingt-quatre-cent-trente-cinq, (Ptie Nos 24-136 et 24-135), lequel terrain est borné au nord par le terrain de M. Eugène Gagnon, ou représentants, et à l'est par le terrain de M. William Pedneault, ou représentants, et au sud, partie par la rue Montcalm et partie par le terrain ci-dessus décrit et donné et à l'ouest, par la rue Ste-Famille.

Les immeubles ci-dessus décrits sont saisis et seront vendus sujets à une rente viagère de \$20.00 par semaine, payable le lundi de chaque semaine, qui suivra la vente, en faveur du demandeur, Sieur Joseph Beaulieu, rentier de la ville de Kenogami, sa vie durant; sauf à distraire les réservoirs et installations à gasoline, posés par Imperial Oil Limited et lui appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de KENOGAMI, samedi, le VINGT-SEPTIEME jour du mois de MAI 1939, à ONZE heures de l'avant-midi, heure avancée.

Bureau du shérif, Chicoutimi, 19 avril 1939.
[Première publication, 22 avril 1939]

Le shérif,

RENE DELISLE.

1827-16-2-o

[Première publication, 22 avril 1939]

forty four feet in front for the west side and twenty four feet at the end of the depth which is fifty one feet from east to west for the south side and forty six feet from east to west for the north side, and is bounded on the north and east by the land of Mr. William Pedneault, or representatives, on the south, by Montcalm street, and on the west by Ste-Famille street—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A certain right of view for the benefit of the lot of land above described, and given in and on:

A certain lot of land of irregular figure, known and designated on the official cadastre for the aforesaid range and township, as forming part of lots numbers twenty four-one hundred and thirty six and twenty four-one hundred and thirty five (Pt. Nos. 24-136 and 24-135), the said lot of land is bounded on the north by the land of Mr. Eugène Gagnon, or representatives, on the east by the land of Mr. William Pedneault, or representatives, and on the south, partly by Montcalm street and partly by the lot of land hereinabove described and given and on the west by Ste-Famille street.

The above described immovables are seized and will be sold subject to a weekly life annuity of \$20.00, payable the Monday of each week, which follows the sale, in favour of the plaintiff, Sieur Joseph Beaulieu, annuitant of the town of Kenogami, during his lifetime; save to be deducted the reservoirs and gasoline installations, installed by the Imperial Oil Limited and belonging to it.

To be sold at the parochial church door of Kenogami, on SATURDAY, the TWENTY SEVENTH day of the month of MAY, 1939, at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Chicoutimi, April 19, 1939.
[First publication, April 22nd, 1939]

RENE DELISLE,

Sheriff.

1828-16-2

[First publication, April 22nd, 1939]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } THE LONDON LIFE
178233 } INSURANCE
COMPANY, demanderesse; vs DAME MARY
CATHERINE LAWES, veuve de feu Isidore
Crépeau, défenderesse, et RICHARD GEORGE
TALBOT, curateur au délaissement.

Comme appartenant à la défenderesse mais entre les mains du dit curateur au délaissement.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Hingston, en la cité de Montréal, contenant soixante-quinze pieds en profondeur, par soixante-quatre pieds et quinze centièmes en largeur, composé:

a) De la partie nord-ouest de la subdivision deux cent quarante-neuf du lot numéro cent soixante-et-cinq (165-Ptie N.O. 249) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds dans les lignes nord-ouest et sud-est par la dite largeur, bornée comme suit:

Au nord-est par l'Avenue Hingston, au sud-ouest par la partie nord-ouest de la subdivision deux cent quarante-huit du dit lot ci-après décrit, au nord-ouest par la subdivision deux cent soixante-et-un du dit lot et au sud-est par la partie

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } THE LONDON LIFE IN-
No. 178233 } SURANCE COMPANY
plaintiff; vs DAME MARY CATHERINE
LAWES, widow of the late Isidore Crepeau de-
fendant, and RICHARD GEORGE TALBOT,
curator to the surrender.

As belonging to the defendant but in the hands of the said curator to the surrender.

An emplacement fronting on Hingston Avenue, in the city of Montreal, containing seventy-five feet in depth, by sixty-four feet and fifteen one-hundredths of a foot in width composed of:

a) The northwest part of subdivision two hundred and forty-nine of lot number one hundred and sixty-five (165-N.W. pt. 249) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in the northwest and southeast lines by the said width, bounded as follows:

To the northeast by Hingston Avenue, to the southwest by the northwest part of subdivision two hundred and forty-eight of the said lot hereinafter described, to the northwest by subdivision two hundred and sixty-one of the said

centrale de la dite subdivision deux cent quarante-neuf; et

b) De la partie nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-huit du dit lot (165-Ptie N.O. 248) aux dits plan et livre de renvoi officiels contenant vingt-cinq pieds dans les lignes nord-ouest et sud-est par la dite largeur, bornée comme suit: au nord-est par la partie nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-neuf ci-dessus décrite, au sud-ouest par la partie nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-sept, au nord-ouest par la subdivision deux cent soixante-et-un du dit lot et au sud-est par la partie centrale de la dite subdivision deux cent quarante-huit, et

c) De la partie nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-sept du dit lot (165-Ptie N.O. 247) aux dits plan et livre de renvoi officiels contenant vingt-cinq pieds dans les lignes nord-ouest et sud-est par la dite largeur, bornée comme suit: au nord-est par la partie nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-huit ci-dessus deuxièmement décrite, au sud-ouest par la subdivision deux cent quarante-six du dit lot, au nord-ouest par la subdivision deux cent soixante-et-un du dit lot et au sud-est par la partie centrale de la dite subdivision deux cent quarante-sept.

Les mesures susdites sont d'après la mesure anglaise et sont plus ou moins.

Avec l'édifice sus-érigée portant le numéro civique 3420, avenue Hingston, dont le mur sud-est est mitoyen, avec ensemble et sujet à toutes les servitudes actives et passives y attachées.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Hingston, en la cité de Montréal, contenant soixante-quinze pieds en largeur par soixante-et-onze pieds et deux dixièmes en profondeur dans la ligne nord-est et quarante-deux pieds et six dixièmes en profondeur dans la ligne sud-ouest, composé:

a) De la partie sud-est de la subdivision deux cent quarante-neuf du lot numéro cent soixante-et-cinq (165-Ptie S.E. 249) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds en largeur par soixante-et-onze pieds et deux dixièmes en profondeur dans la ligne nord-est et soixante-et-un pieds et sept dixièmes en profondeur dans la ligne sud-ouest, bornée comme suit: au nord-est par l'avenue Hingston, au sud-ouest par la partie sud-est de la subdivision deux cent quarante-huit du dit lot, au nord-ouest par la partie centrale de la dite subdivision deux cent quarante-neuf et au sud-est par la rue Sherbrooke, et

b) De la partie sud-est de la dite subdivision deux cent quarante-huit dudit lot (165-Ptie S.E. 248) aux dits plan et livre de renvoi officiels contenant vingt-cinq pieds en largeur par soixante-et-un pieds et sept dixièmes en profondeur dans la ligne nord-est et cinquante-deux pieds et quatorze centièmes en profondeur dans la ligne sud-ouest, bornée comme suit: au nord-est par la partie sud-est de la dite subdivision deux cent quarante-neuf sus-décrite, au sud-ouest par la partie sud-est de la dite subdivision deux cent quarante-sept ci-après décrite, au nord-ouest par la partie centrale de la dite subdivision deux cent quarante-huit et au sud-est par la rue Sherbrooke, et

lot and to the south-east by the central part of the said subdivision two hundred and forty-nine and

b) The northwest part of the said subdivision two hundred and forty-eight of the said lot (165-N.W. pt. 248) on the said official plan and book of reference containing twenty-five feet in the northwest and southeast lines by the said width, bounded as follows: To the northeast by the northwest part of the said subdivision two hundred and forty-nine hereinabove described, to the southwest by the northwest part of the said subdivision two hundred and forty-seven, to the northwest by subdivision two hundred and sixty-one of the said lot and to the southeast by the central part of the said subdivision two hundred and forty-eight, and of

c) The northwest part of the said subdivision two hundred and forty-seven of the said lot (165-N.W. pt. 247) on the said official plan and book of reference containing twenty-five feet in the northwest and southeast lines by the said width, bounded as follows: To the northeast by the northwest part of the said subdivision two hundred and forty-eight hereinabove secondly described, to the southwest by subdivision two hundred and forty-six of the said lot, to the northwest by subdivision two hundred and sixty-one of the said lot and to the southeast by the central part of the said subdivision two hundred and forty-seven.

The above measurements are English measure and are more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 3420 Hingston Avenue, whereof the south-east wall is mitoyen, together with and subject to all servitudes active and passive attached thereto."

An emplacement fronting on Hingston Avenue in the city of Montreal, containing seventy-five feet in width by seventy-one feet and two tenths of a foot in depth in the northeast line and forty-two feet and six tenths of a foot in depth in the southwest line composed of:

a) The southeast part of subdivision two hundred and forty-nine of lot number one hundred and sixty-five (165-S.E. pt. 249) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in width by seventy-one feet and two tenths of a foot in depth in the northeast line and sixty-one feet and seven tenths of a foot in depth in the southwest line, bounded as follows: To the north-east by Hingston Avenue, to the southwest by the southeast part of subdivision two hundred and forty-eight of the said lot, to the northwest by the central part of the said subdivision two hundred and forty-nine and to the southeast by Sherbrooke street, and

b) The southeast part of the said subdivision two hundred and forty-eight of the said lot (165-S.E. pt. 248) on the said official plan and book of reference containing twenty-five feet in width by sixty-one feet and seven tenths of a foot in depth in the northeast line and fifty-two feet and fourteen one hundredths of a foot in depth in the southwest line, bounded as follows: To the north-east by the south-east part of the subdivision two hundred and forty-nine above described, to the southwest by the southeast part of the said subdivision two hundred and forty-seven hereinafter described, to the northwest by the central part of the said subdivision two hundred and forty-eight and to the south-east by Sherbrooke street, and of

c) De la partie sud-est de la dite subdivision deux cent quarante-sept du dit lot (165-Ptie S.E. 247) aux dits plan et livre de renvoi officiels contenant vingt-cinq pieds en largeur par cinquante-deux pieds et quatorze centièmes en profondeur dans la ligne nord-est et quarante-deux pieds et six dixièmes en profondeur dans la ligne sud-ouest, bornée comme suit: au nord-est par la partie sud-est de la subdivision deux cent quarante-huit ci-dessus deuxièmement décrite, au sud-ouest par la subdivision deux cent quarante-six du dit lot, au nord-ouest par la partie centrale de la dite subdivision deux cent quarante-sept et au sud-est par la rue Sherbrooke.

Les mesures susdites sont d'après la mesure anglaise et sont plus ou moins.

Avec les édifices sus-érigés portant les numéros civiques 3404, avenue Hingston et 6101, 6105 et 6107, rue Sherbrooke Ouest, dont une partie du mur nord-ouest est mitoyenne, avec ensemble et sujet à toutes les servitudes actives et passives attachées.

Un emplacement ayant front sur l'avenue Hingston, en la cité de Montréal, contenant cinquante-trois pieds et un dixième en largeur par soixante-quinze pieds en profondeur, composé:

a) de la partie centrale de la subdivision deux cent quarante-neuf du lot numéro cent soixante-cinq (165-Ptie C. 249) aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds dans les lignes nord-ouest et sud-est, par la dite largeur bornée comme suit: au nord-est par l'avenue Hingston, au sud-ouest par la partie centrale de la subdivision deux cent quarante-huit du dit lot, ci-après décrite, au nord-ouest par la partie nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-neuf et au sud-est par la partie sud-est de la dite subdivision deux cent quarante-neuf, et

b) De la partie centrale de la dite subdivision deux cent quarante-huit du dit lot (165-Ptie C. 248) aux dits plan et livre de renvoi officiels contenant vingt-cinq pieds dans les lignes nord-ouest et sud-est par la dite largeur, bornée comme suit: au nord-est par la partie de la dite subdivision deux cent quarante-neuf sus-décrite, au sud-ouest par la partie centrale de la subdivision deux cent quarante-sept du dit lot ci-après décrit, au nord-ouest par la partie nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-huit et au sud-est par la partie sud-est de ladite subdivision deux cent quarante-huit, et

c) De la partie centrale de la dite subdivision deux cent quarante-sept du dit lot (165-Ptie C. 247) aux dits plan et livre de renvoi officiels contenant vingt-cinq pieds dans les lignes nord-ouest et sud-est par la dite largeur, bornée comme suit: au nord-est par la partie centrale de la dite subdivision deux cent quarante-huit ci-dessus deuxièmement décrite, au sud-ouest par la subdivision deux cent quarante-six du dit lot, au nord-ouest par la partie nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-sept et au sud-est par la partie sud-est de la dite subdivision deux cent quarante-sept, la ligne nord-ouest du dit emplacement étant de soixante-quatre pieds et quinze centièmes distante de et parallèle à la ligne nord-ouest de la dite subdivision deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit et deux cent quarante-neuf.

c) The south-east part of the said subdivision two hundred and forty-seven of the said lot (165 S.E. pt. 247) on the said official plan and book of reference containing twenty-five feet in width by fifty-two feet and fourteen one hundredths of a foot in depth in the north-east line and forty-two feet and six tenths of a foot in depth in the southwest line, bounded as follows: To the northeast by the southeast part of subdivision two hundred and forty-eight above secondly described, to the southwest by subdivision two hundred and forty-six of the said lot, to the northwest by the central part of the said subdivision two hundred and forty-seven and to the south-east by Sherbrooke street.

The above measurements are English measure and are more or less.

With the buildings thereon erected bearing civic numbers 3404, Hingston Avenue and 6101, 6105 and 6107 Sherbrooke street west, whereof part of the northwest wall is mitoyen, together with and subject to all servitudes active and passive attached thereto."

An emplacement fronting on Hingston Avenue in the city of Montreal, containing fifty-three feet and one tenth of a foot in width by seventy-five feet in depth composed of:

a) The central part of subdivision two hundred and forty-nine of lot number one hundred and sixty-five (165-C. pt. 249) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, containing twenty-five feet in the northwest and southeast lines, by the said width, bounded as follows: To the northeast by Hingston Avenue, to the southwest by the central part of subdivision two hundred and forty-eight of the said lot, hereinafter described, to the northwest by the northwest part of the said subdivision two hundred and forty-nine and to the southeast by the southeast part of the said subdivision two hundred and forty-nine, and

b) The central part of the said subdivision two hundred and forty-eight of the said lot (165 C. pt. 248) on the said official plan and book of reference containing twenty-five feet in the northwest and southeast lines by the said width, bounded as follows: to the northeast by the portion of the said subdivision two hundred and forty-nine above described, to the southwest by the central part of subdivision two hundred and forty-seven of the said lot hereinafter described, to the northwest by the northwest part of the said subdivision two hundred and forty-eight and to the southeast by the southeast part of the said subdivision two hundred and forty-eight, and of

c) The central part of the said subdivision two hundred and forty-seven of the said lot (165-C. pt. 247) on the said official plan and book of reference containing twenty-five feet in the northwest and southeast lines by the said width, bounded as follows: To the northeast by the central part of the said subdivision two hundred and forty-eight hereinabove secondly described, to the southwest by subdivision two hundred and forty-six of the said lot, to the northwest by the northwest part of the said subdivision two hundred and forty-seven and to the southeast by the southeast part of the said subdivision two hundred and forty-seven, the northwesterly line of the said emplacement being sixty-four feet and fifteen one hundredths of a foot distant from and parallel to the northwesterly line of the said subdivisions two hundred and forty-seven, two hundred and forty-eight and two hundred and forty-nine.

Les mesures susdites sont d'après la mesure anglaise et sont plus ou moins.

Avec l'édifice sus-érigé portant le numéro civique 3410, avenue Hingston, avec ensemble et sujet à toutes les servitudes actives et passives y attachées.

Pour être vendus, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$14,150.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. Juge Décary, en date du 28 mars 1939.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, le 28 mars 1939. 1545-13-2-
[Première publication, 1er avril 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { A DELARD LACHA-
179482 { PELLE et LUCIEN
DENIS, avocats, pratiquant leur profession ensemble sous le nom de LACHAPPELLE & DENIS, demandeurs; vs LOUIS TREMBLAY, défendeur.

Un certain lot de terre situé à Montréal, ayant front sur la rue Bordeaux, connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf de la subdivision du lot originaire numéro deux cent neuf (209-499) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, le dit lot mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 6305-6307 et 6309 de la dite rue Bordeaux en la cité de Montréal. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATRE MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE,
Montréal, 28 mars 1939. 1543-13-2-0
[Première publication, 1er avril 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { THE ROYAL TRUST
No 178204 { COMPANY et al es-
qual, demandeurs; vs GALT E. BROWN, défendeur.

Un emplacement formé des lots connus et désignés sous les numéros trente-trois et trente-quatre (33 et 34) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Pointe Fortune, contenant le dit lot No 33; vingt-sept perches et soixante-et-deux pieds en superficie; ledit lot No 34; soixante-et-quinze pieds de front mesure française et précise sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin du roi qui le borne en front à aller à la rivière Ottawa qui le borne en arrière avec maison utilisée comme magasin et résidence privée, un quai et autres bâtisses y érigées. A distraire toutefois dudit lot No trente-quatre la partie vendue à Jean-Baptiste Séguin suivant acte passé devant notaire le dix de juillet mil neuf cent quinze enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Vaudreuil sous le No 37216, contenant quarante pieds de largeur, mesure anglaise par la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin public et la rivière Ottawa, cette partie est bornée d'un côté à l'ouest par une ligne

The above measurements are English measure and are more or less.

With the building thereon erected bearing civic number 3410 Hingston Avenue, together with and subject to all servitudes active and passive attached thereto.

To be sold, en bloc, at my office in the city of Montreal, on the FOURTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$14,150.00 shall be exacted from each and every bidder pursuant to a judgment of Honourable Justice Decary, dated March 28th 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, March 28th, 1939. 1546-13-2-0
[First publication, April 1st, 1939.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { A DELARD LACHA-
179482 { PELLE and LU-
CIEN DENIS, Advocates, practising their profession together under the name of LACHAPPELLE & DENIS, plaintiffs; vs LOUIS TREMBLAY, defendant.

A certain lot of land situate at Montreal, fronting on Bordeaux Street, known and designated under number four hundred and ninety nine of subdivision of original lot number two hundred and nine (209-499) of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Côte Visitation, the said lot measuring twenty-five feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less, with the buildings thereon erected bearing civic numbers 6305-6307 and 6309 of said Bordeaux Street in the city of Montreal. As the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immoveable.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the FOURTH of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 28, 1939. 1544-13-2
[First publication, April 1st, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: { THE ROYAL TRUST
178204 { COMPANY et al. es-
qual, plaintiffs; vs GALT E. BROWN, defendant.

An emplacement composed of the lots known and designated under numbers thirty-three and thirty-four (33 & 34) on the official plan and book of reference for the Village of Pointe Fortune, containing the said lot No. 33; twenty seven perches and sixty two feet in area; the said lot No. 34; seventy-five feet in front, precise French measurement, by whatever depth there may be between the King's Highway, which bounds it in front and the Ottawa River which bounds it in rear—with a house used as stores and private residence, a wharf and other buildings, thereon erected. To be deducted, however, from said lot No. thirty-four, the part sold to Jean Baptiste Seguin, according to deed passed before a Notary on the tenth of July, one thousand nine hundred and fifteen, registered at the Registry office for the County of Vaudreuil under No. 37216, measuring forty feet in width, English measure, by whatever depth there may be between the public road and the Ottawa

tirée à environ cinq pieds à l'est de la ligne ouest dudit lot No trente-quatre et se confondant avec la face extérieure de mur côté ouest de la boutique de forgeron, du côté est par le résidu dudit lot No trente-quatre.

Tel qu'affecté par les changements stipulés contenus dans un acte de correction d'erreurs, passé par devant Joseph Deom, le 13ème jour de mai 1934, entre les défendeurs J.-Bte Séguin et J.-M. Desjardins, et enregistré dans la division d'enregistrement du comté de Vaudreuil, sous le No 51362, dans lequel la dite partie exceptée est décrite comme suit:

Un emplacement situé dans le village de Pointe Fortune, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-quatre (ptie No 34) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Pointe Fortune, mesurant quarante pieds de largeur à partir de la ligne de division du lot numéro 35 du même cadastre par toute la profondeur dudit lot: borné en avant, par le chemin public; derrière, par la rivière Ottawa; du côté ouest, par le No 35 et du côté est, par le résidu du No 34 sans bâtisse.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint-François-Xavier de la Pointe Fortune, le QUATRE MAI prochain à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal 27 mars 1939. 1547-13-2-o
[Première publication, 1 avril, 1939]

River, this part is bounded on one side to the west by a line drawn at about five feet east of the west line of said lot No. thirty-four and co-inciding with the exterior face of the west side wall of the blacksmith's shop, on the east side by the residue of said lot No. thirty-four.

As affected by the purported changes contained in a Deed of Correction of Error passed before Joseph Deom on the 13th of May, 1934, between the Defendants, J. Bte Séguin and J. M. Desjardins and registered in the Registration Division of the County of Vaudreuil under the No. 51362, wherein such excepted portion is described as follows:

An emplacement situate in the Village of Pointe Fortune, known and designated as forming part of lot number thirty-four (Pt. No. 34) of the official plan and book of reference of the Village of Pointe Fortune, measuring forty feet in width from the divisional line of lot Number 35 of the same cadastre by the whole depth of said lot; bounded in front, by the public road; in rear, by the Ottawa River; on the west side, by No. 35 and on the east side, by the residue of No. 34—without buildings.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint François Xavier de la Pointe Fortune, on the FOURTH of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 27, 1939. 1548-13-2
[First publication, April 1st, 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal

Montréal, à savoir: { CONCRETE COLUMN
No 180046 } CLAMPS LTD., deman-
danderesse, vs LIONEL LACROIX, défendeur.

Le lopin de terre situé sur la rue Ste-Catherine, en la cité de Montréal, lequel est la plus grande partie du lopin de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (Plus grande partie No 497) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, de la dite cité de Montréal, mesurant cent vingt pieds en largeur et deux cent quarante pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et est bornée en front au sud-est par la rue Ste-Catherine est, en arrière, au nord-ouest, par la rue Campion (autrefois rue Albert), au sud-ouest par les lots numéros cinq cent quarante-sept et cinq cent quarante-huit, cinq cent quarante-neuf, cinq cent cinquante et cinq cent cinquante-et-un au dit plan officiel, et du côté nord-est partie par le lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize au dit plan officiel et partie par le résidu du dit lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (étant une lisière de quarante pieds en largeur par cent vingt pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins) ayant une superficie approximative de vingt huit mille huit cents pieds carrés. Avec ensembles les édifices sus-érigés et avec tous droits et appartenances y appartenant, sans exception ou réserve.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$6,100.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Décarry, en date du 18 avril 1939.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-PAUL LAMARCHE.
Montréal, le 19 avril, 1939. 1829-16-2
[Première publication, 22 avril 1939].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { CONCRETE COLUMN
No. 180046 } CLAMPS LTD., plaintiff; vs LIONEL LACROIX, defendant.

The lot of land situate on St. Catherine street, in the city of Montreal, which is the greater portion of the lot of land known and designated by the number four hundred and ninety seven (Greater part No. 497) on the official plan and in the book of reference of the St. Mary's ward of the said city of Montreal, being one hundred and twenty feet in width and two hundred and forty feet in depth, English measure and more or less, and is bounded in front to the southeast, by St. Catherine street east, in rear to the northwest, by Campion (formerly Albert) street, on the southwest by lots numbers five hundred and forty seven, five hundred and forty eight, five hundred and forty nine, five hundred and fifty, and five hundred and fifty one on the said official plan and on the northeast side partly by lot number four hundred and ninety six on the said official plan and partly by the remainder of said lot number four hundred and ninety seven being a strip of forty feet in width by one hundred and twenty feet in depth, English measure and more or less) having an approximate area of twenty eight thousand, eight hundred square feet. Together with the buildings thereon erected and with all rights and appurtenances belonging thereto without exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-FIFTH day of MAY next at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$6,100.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Décarry, dated April 18th, 1939.

JOS. PAUL LAMARCHE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 19th, 1939. 1830-16-2-o
[First publication, April 22nd 1939].

QUÉBEC

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LA COMMISSION DU
No 38181 } PRET AGRICOLE
CANADIEN, corporation existant en vertu
d'une loi fédérale et ayant en vertu de cette loi,
son siège social pour la province de Québec, en la
cité de Québec, contre JOSEPH DAVID BRAS-
SARD, de St-Hippolyte de la Croche, dans le
comté de Champlain, cultivateur, à savoir:

Les lots Nos 50 (cinquante), 51 (cinquante-et-
un) et 52 (cinquante-deux) du cadastre officiel
pour le canton Langelier, comté de Champlain,
étant un emplacement situé dans la paroisse de
Saint-Hippolyte de La Croche, avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église
paroissiale de St-Hippolyte de La Croche, comté
de Champlain, le DOUZIEME jour de MAI pro-
chain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, ce 5 avril 1939. 1663-14-2-o
[Première publication, 8 avril 1939]
[Deuxième publication, 22 avril 1939]

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } LES HERITIERS ANT-
No 36171 } J. DUCHESNAY, contre
LOUIS DENIS, cultivateur, Saint-Augustin,
à savoir:

1. Le lot No 37 (trente-sept) du cadastre officiel
pour la paroisse de Saint-Augustin, comté de
Portneuf, étant une terre située dans la première
concession à la Seigneurie de Fossambault mes-
urant quatre arpents de front, par trente ar-
pents de profondeur, avec les bâtisses dessus
construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot No 55 (cinquante-cinq) du cadastre
officiel pour la paroisse de Saint-Augustin, comté
de Portneuf, étant un terrain situé dans la pre-
mière concession de la Seigneurie de Fossambault,
mesurant trois arpents, quatre perches et trois
pieds de front par la profondeur suivante: quatre
perches et huit pieds de front, par un arpent de
profondeur, dix-sept perches et quatorze pieds
de front par quatorze arpents de profondeur, et
le reste du dit lot contenant la longueur de la
concession, le tout plus ou moins, avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus "en bloc," à la porte de
l'église paroissiale de Saint-Augustin, comté de
Portneuf, le VINGT-SIXIEME jour de MAI
prochain, à DIX heures du matin. (heure solaire).

Le shérif,

Bureau du shérif, L. LAPIERRE,
Québec, ce 19 avril 1939. 1823-16-2-o
[Première publication, 22 avril 1939].
[Deuxième publication, 6 mai 1939].

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Richelieu
Province de Québec, } PROSPER BASTIEN,
No 9185 } demandeur; vs
DOLPHIS BASTIEN, défendeur.

"Une terre située en la paroisse de St-David,
connue et désignée aux plan et livre de renvoi

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } THE CANADIAN
No. 38181 } FARM LOAN BOARD,
a corporation existing in virtue of a Federal Act,
and having, in virtue of said Act, its place of
business for the Province of Quebec, in the City
of Quebec; against JOSEPH DAVID BRAS-
SARD, of St-Hippolyte de La Croche, County
of Champlain, farmer, to wit:

Lots Nos. 50 (fifty), 51 (fifty-one) and 52
(fifty-two) on the official cadastre for the Town-
ship of Langelier, County of Champlain, being
an emplacement situate in the Parish of Saint-
Hippolyte de La Croche, with the buildings
thereon erected, circumstances and dependen-
cies.

To be sold "en bloc" at the parochial church
door of St. Hippolyte de La Croche, County of
Champlain, on the TWELFTH day of MAY
next, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard
Time).

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 5th, 1939. 1664-14-2
[First publication, April 8th, 1939]
[Second publication, April 22nd, 1939]

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: } THE HEIRS OF ANT. J.
No. 36171 } DUCHESNAY; against
LOUIS DENIS, farmer, Saint-Augustin, to wit:

1. Lot No. 37 (thirty seven) of the official
cadastre for the parish of Saint-Augustin, county
of Portneuf, being a farm situate in the first con-
cession of the Seigniorie de Fossambault, meas-
uring four arpents in front, by thirty arpents in
depth—with the buildings thereon erected, cir-
cumstances and dependencies.

2. Lot No. 55 (fifty-five) of the official cadastre
for the parish of Saint-Augustin, county of Port-
neuf, being a lot of land situate in the first con-
cession of the Seigniorie de Fossambault, meas-
uring three arpents, four perches and three feet in
front by the following depth: four perches and
eight feet in front, by one arpent in depth, seven-
teen perches and fourteen feet in front by four-
teen arpents in depth, and the residue of the said
lot measuring the length of the concession, the
whole more or less—with the buildings thereon
erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church
door of Saint-Augustin, county of Portneuf, on
the TWENTY SIXTH day of MAY next, at
TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, April 19, 1939. 1824-16-2
[First publication, April 22, 1939].
[Second publication, May 6, 1939].

RICHELIEU

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Richelieu
Province of Québec, } PROSPER BASTIEN,
No. 9185 } plaintiff; vs
DOLPHIS BASTIEN, defendant.

A farm situate in the parish of St. David, known
and designated on the official cadastral plan and

officiels du cadastre pour la paroisse de St-David comme étant le lot No 743, avec bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-David, MERCREDI, le TROISIEME jour de MAI, 1939, à DEUX HEURES ET TRENTE de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ROSAIRE PAQUIN.
Sorel, le 29 mars, 1939. 1551-13-2-o
[Première publication, 1er avril 1939]

book of reference for the parish of St. David as being lot No. 743—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. David, on WEDNESDAY, the THIRD day of MAY, 1939, at TWO THIRTY o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ROSAIRE PAQUIN, Sheriff.
Sorel, March 29, 1939. 1552-13-2
[First publication, April 1st, 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Richelieu

Province de Québec, } EUGENE DESER-
No 9631 } RES, demandeur;
vs RODOLPHE BASTIEN, défendeur; et
OSIAS COUSINEAU, curateur au délaissement.

"Un lot de terre situé en la paroisse de St-David, sur le Petit Rang, mesurant trois arpents de front sur environ vingt-et-un arpents de profondeur, connu et désigné comme étant le lot No sept cent soixante-neuf (No 769), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté d'Yamaska, pour la dite paroisse de St-David, avec bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-David, MERCREDI, le TROISIEME jour de MAI 1939, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ROSAIRE PAQUIN.
Sorel, le 29 mars, 1939. 1553-13-2-o
[Première publication, 1er avril 1939]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Richelieu

Province of Québec, } EUGENE DESER-
No. 9631 } RES, plaintiff; vs
RODOLPHE BASTIEN, defendant; and O-
SIAS COUSINEAU, curator to the abandon-
ment.

A lot of land situate in the parish of St. David, on the "Petit" Range, measuring three arpents in front by about twenty-one arpents in depth, known and designated as being lot number seven hundred and sixty-nine (No. 769), of the official cadastral plan and book of reference for the county of Yamaska, for the said parish of St. David—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St. David, on WEDNESDAY, the THIRD day of MAY, 1939, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ROSAIRE PAQUIN, Sheriff.
Sorel, March 29, 1939. 1554-13-2
[First publication, April 1st, 1939]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Québec

Canada, } P-LEO RATHE, in-
Province de Québec, } dustriel de Rimous-
No 30768 } ki, demandeur; vs J.-O.
LARIVIERE, faisant affaires comme commer-
çant de bois sous le nom de DALTO LUMBER
REG'D, de la cité de Québec, et Dr. J.-A.
TOUSIGNANT et DR. JEAN DALLAIRE,
également de la cité de Québec.

Comme appartenant au dit demandeur, l'immeuble suivant, savoir:

Partie du No 205 du cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un terrain mesurant 100 pieds de front sur 90 pieds de profondeur, tel qu'enclos et borné au nord à la rue St-Jean-Baptiste, à l'ouest à l'avenue de la Cathédrale, à l'est à Albert Paquet ou représentants et au sud à Théophile Banville ou représentants, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau en la ville de Rimouski le VINGT-DEUXIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-neuf à DIX heures de la matinée (heure avancée).

Le shérif,
Bureau du shérif, CHAS. GARON.
Rimouski, 19 avril 1939. 1745-16-2-o
[Publication du 15 avril 1939 est nulle]
[Première publication, 22 avril 1939]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Québec

Canada, } P-LEO RATHE, man-
Province of Québec, } ufacturer of Rimous-
No. 30768 } ki, plaintiff; vs J. O.
LARIVIERE, carrying on business as lumber
merchant under the name of "DALTO LUMBER
REG'D", of the city of Québec, and DR. J. A.
TOUSIGNANT and DR. JEAN DALLAIRE,
also of the city of Québec.

As belonging to the said plaintiff, the following immovable, namely:

Part of No. 205 of the official cadastre for the town of Rimouski, being a lot of land measuring 100 feet in front by 90 feet in depth, as fenced in and bounded on the north by St-Jean-Baptiste street, on the west by the Cathédrale Avenue, on the east by Albert Paquet or representatives and on the south by Théophile Banville or representatives—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office in the town of Rimouski, on the TWENTY-SECOND day of MAY, one thousand nine hundred and thirty nine, at TEN o'clock in the forenoon (daylight saving time).

Sheriff's Office, CHAS. GARON, Sheriff.
Rimouski, April 19, 1939. 1746-16-2
[Publication of April 15th, 1939 is null]
[First publication, April 22nd, 1939]

TROIS-RIVIÈRES

TROIS-RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 5416 } LES ASSURANCES FUNÉRAIRES ROUSSEAU & FRÈRES L'ÉCÉ, demanderesse; vs LES HÉRITIERS DE FEU LOUIS DELAGRAVE, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé sur le côté sud du chemin Ste-Marguerite, en la cité des Trois-Rivières, de la contenance de cinquante pieds de largeur sur cent vingt-sept pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front, par le chemin de Ste-Marguerite; en profondeur, au terrain de la Commune; du côté est, par la rue Shortis et du côté ouest, par le terrain d'Ernest Girard ou représentants, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-dix-sept (77) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, avec bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité des Trois-Rivières, le VINGT-TROIS MAI prochain, à DIX (10) heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER, Trois-Rivières, 17 avril 1399. 1825-16-2-o
[Première publication, 22 avril 1939]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court

Canada, Province of Québec, District of Trois-Rivières, No. 5416 } LES ASSURANCES FUNÉRAIRES ROUSSEAU & FRÈRES L'ÉCÉ, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE LOUIS DELAGRAVE, defendants.

As belonging to the said defendants, the following immovable, namely:

An emplacement situate on the south side of the Ste-Marguerite Road, in the city of Trois-Rivières, measuring fifty feet in width by one one hundred and twenty seven feet in depth, English measure, more or less, and bounded in front, by the Ste-Marguerite road; in depth, by the land of the Common; on the east side by Shortis street and on the west side, by the land of Ernest Girard or representatives, known and designated as being lot number seventy seven (77) of the official cadastral of the city of Trois-Rivières—with the buildings thereon erected.

To be sold, at my office, in the city of Trois-Rivières, on the TWENTY THIRD of MAY next, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff, Trois-Rivières, April 17, 1939. 1826-16-2
[First publication, April 22nd 1939].

Index de la Gazette officielle de Québec, No 16

Index of the Quebec Official Gazette, No. 16

ACTIONS EN SÉPARATIONS DE BIENS:—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Darveau vs Denis	1474
Desrosiers vs Brunelle	1473
Vincent vs Marien	1473

Darveau vs Denis	1474
Desrosiers vs Brunelle	1473
Vincent vs Marien	1473

ANNONCEURS:—AVIS AUX—..... 1447

ADVERTISERS:—NOTICE TO—..... 1447

AVIS DIVERS:—

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Anglo-Norwegian Holdings Limited	1474
Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 27	1474
Syndicat des Tailleurs de Gants de Travail de Montréal	1475
The Carter's Ink Company	1475
Wolfe Construction Co. Ltd.	1475
Wolfe Realities Inc.	1475

Anglo-Norwegian Holdings Limited	1474
Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 27	1474
Syndicat des Tailleurs de Gants de Travail de Montréal	1475
The Carter's Ink Company	1475
Wolfe Construction Co. Ltd.	1475
Wolfe Realities Inc.	1475

BUREAU-CHEF:—

CHIEF-OFFICE:—

Sutton Manufacturers Limited	1475
------------------------------	------

Sutton Manufacturers Limited	1475
------------------------------	------

CHARTES—ABANDON DE:—

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Cercle Saint-Antoine Limité	1476
Gamelin-Mercier Ltée	1476
La Cie de Finance de Saint-Jérôme Limitée	1476

Cercle Saint-Antoine Limité	1476
Gamelin-Mercier Ltée	1476
La Cie de Finance de Saint-Jérôme Limitée	1476

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Acton, munic. scolaire	1477
Baie-Trinité, munic. scolaire	1476
Inverness, munic. scolaire	1476
St-Maurice-de-Dalquier, munic. scolaire	1477

Acton, school munic.	1477
Baie-Trinité, school munic.	1476
Inverness, school munic.	1476
St-Maurice-de-Dalquier, school.munic.	1477

LETTRES PATENTES:—

Canadian Upholstering Inc.....	1448
Corporation Frigor Limitée — Frigor Corporation Limited.....	1450
Corry & Leonard Electric Ltd.....	1452
Herwal Holdings Limited.....	1453
La Maskoutaine, Limitée.....	1455
Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc. — Abitibi Collection Agencies Inc.....	1457
Princess Ladies Wear Inc.....	1458
Quebec Sporting Gardens Limited.....	1460
Téléphone de Gaspé-Nord Limitée.....	1460
The Barrie Memorial Hospital.....	1464
The Monkland Tennis Club.....	1466
The Studio of Cookery Inc.....	1467
Thrift Shoe Rebuilders Ltd.....	1471

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Consumers Glove Company Limited.....	1472
Simak & Myers Limited.....	1473

LIQUIDATION, AVIS DE:—

Lower Canada Investment Company.....	1477
--------------------------------------	------

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de St-Norbert.....	1478
Société Coopérative Agricole de Stoke Centre.....	1477
Société Coopérative Agricole de Thurso.....	1478

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Bois ouvré de Jonquière et Kénogami.....	1478
--	------

MINUTES DE NOTAIRES:—

Bourke, William-Manly, en faveur de.....	1480
Dufour, Gaston.....	1480
Meredith, Reginald, en faveur de.....	1480

SOUMISSIONS:—

Salaberry de Valleyfield, cité de.....	1481
--	------

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Hill-Clark-Francis Ltd vs Zeleznak.....	1482
Turcotte vs Turcotte.....	1482

BEDFORD:—

Choinière <i>et al</i> vs Pommier.....	1482
--	------

CHICOUTIMI:—

Beaulieu vs Beaulieu.....	1483
Fradette vs Brassard.....	1483

MONTREAL:—

Concrete Column Clamps Ltd. vs Lacroix.....	1488
Lachapelle <i>et al</i> vs Tremblay.....	1487
The London Life Ins. Co. vs Lawes.....	1484
The Royal Trust Co. <i>et al</i> vs Brown.....	1487

LETTERS PATENT:—

Canadian Upholstering Inc.....	1448
Corporation Frigor Limitée — Frigor Corporation Limited.....	1450
Corry & Leonard Electric Ltd.....	1452
Herwal Holdings Limited.....	1453
La Maskoutaine, Limitée.....	1455
Les Agences de Collection de l'Abitibi Inc. — Abitibi Collection Agencies Inc.....	1457
Princess Ladies Wear Inc.....	1458
Quebec Sporting Gardens Limited.....	1460
Téléphone de Gaspé-Nord Limitée.....	1460
The Barrie Memorial Hospital.....	1464
The Monkland Tennis Club.....	1466
The Studio of Cookery Inc.....	1467
Thrift Shoe Rebuilders Ltd.....	1471

LETTERS PATENT SUPPLEMENTARY:—

Consumers Glove Company Limited.....	1472
Simak & Myers Limited.....	1473

WINDING UP NOTICE:—

Lower Canada Investment Company.....	1477
--------------------------------------	------

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de St-Norbert.....	1478
Société Coopérative Agricole de Stoke Centre.....	1477
Société Coopérative Agricole de Thurso.....	1478

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Syndicat National Catholique des Employés de l'Industrie du Bois ouvré de Jonquière et Kénogami.....	1478
--	------

NOTARIAL MINUTES:—

Bourke, William Manly, in favour of.....	1480
Dufour, Gaston.....	1480
Meredith, Reginald, in favour of.....	1480

TENDERS:—

Salaberry de Valleyfield, city of.....	1481
--	------

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Hill-Clark-Francis Ltd vs Zeleznak.....	1482
Turcotte vs Turcotte.....	1482

BEDFORD:—

Choinière <i>et al</i> vs Pommier.....	1482
--	------

CHICOUTIMI:—

Beaulieu vs Beaulieu.....	1483
Fradette vs Brassard.....	1483

MONTREAL:—

Concrete Column Clamps Ltd. vs Lacroix.....	1488
Lachapelle <i>et al</i> vs Tremblay.....	1487
The London Life Ins. Co. vs Lawes.....	1484
The Royal Trust Co. <i>et al</i> vs Brown.....	1487

QUÉBEC:—

Héritiers A.-J. Duchesnay vs Denis	1489
La Commission du Prêt Agricole Cana- dien vs Brassard	1489

RICHELIEU:—

Bastien vs Bastien	1489
Deserres vs Bastien	1490

RIMOUSKI:—

Rathé vs Larivière <i>et al.</i>	1490
--	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Les Assurances Funéraires Rousseau & Frères Ltée vs Héritiers L. Delagrave .	1491
---	------

QUEBEC:—

Heirs of A. J. Duchesnay vs Denis	1489
The Canadian Farm Loan Board vs Bras- sard	1489

RICHELIEU:—

Bastien vs Bastien	1489
Deserres vs Bastien	1490

RIMOUSKI:—

Rathé vs Larivière <i>et al.</i>	1490
--	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Les Assurances Funéraires Rousseau & Frères Ltée vs Héritiers L. Delagrave .	1491
---	------

